

**Rapport de synthèse  
concernant les activités  
de formation réalisées  
par le Clemi durant  
l'année scolaire 2001/2002**

*Conseil d'orientation  
et de perfectionnement  
10 juin 2003*

© Clemi, mai 2003  
Directeur de la publication : Jacques Gonnet  
Coordination : Pierre Frémont  
Conception graphique : Catherine Le Troquier  
Photo de couverture : Didier Gauducheau

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>Les actions de formation menées par le Clemi national</b> .....	<b>8</b>
• <b>Nature et répartition des publics</b> .....	<b>8</b>
• <b>Quelques caractéristiques concernant ces formations</b> .....	<b>9</b>
- La formation de formateurs	
- La diversité des publics	
<b>Les actions de formation menées par les équipes académiques</b> .....	<b>13</b>
• <b>La formation continue</b> .....	<b>13</b>
- Caractéristiques	
- Les colloques	
- L'articulation avec les nouveaux dispositifs d'enseignement transdisciplinaires	
• <b>La formation initiale</b> .....	<b>22</b>
<b>Bilan chiffré</b> .....	<b>26</b>
- Répartition des principaux types de formation	
- Évolution du nombre des stagiaires sur les 5 dernières années	
- Les publics de la formation	
<b>Les contenus de la formation continue</b> .....	<b>28</b>
- La presse écrite et le journal scolaire : des activités fondamentales	
- Internet et l'information en ligne : une place à part entière	
- La Semaine de la presse dans l'école : un passage obligé	
- Des images à l'école	
- Domaines ou publics spécifiques	
<b>Conclusion</b> .....	<b>36</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>37</b>
• <b>Formations réalisées par le Clemi national</b>	
• <b>Stages des Plans académiques de formation</b>	
• <b>Thèmes et publics de la formation continue en Académie</b>	

## *Introduction*

**C**e rapport fait ressortir, pour l'année scolaire 2001/2002, une activité de formation riche et diversifiée, sous l'impulsion tout particulièrement des coordonnateurs académiques.

18 301 stagiaires, principalement composés d'enseignants et de formateurs, ont participé à des actions de formation organisées par le Clemi, dont plus de 80 % au niveau académique. Le Clemi national, dont les tâches relèvent davantage de l'impulsion et de l'accompagnement de projet, a pour sa part accueilli plus de 3000 stagiaires (3302), tant en formation continue qu'en formation initiale.

Une des caractéristiques de l'activité de formation réside dans la très grande diversité des dispositifs que le Clemi et ses équipes sont amenés à faire fonctionner et, dans de nombreux cas, à inventer. Nous avons, pour donner une certaine visibilité aux différents modes d'intervention des formateurs, reconduit la notion de « conseil », aux côtés des formes plus traditionnelles du stage ou de l'intervention ponctuelle.

Quelques innovations caractérisent l'organisation et le contenu du bilan de cette année par rapport à ceux des années précédentes :

- Une très forte diminution du nombre de pièces jointes en annexe, car beaucoup des formations évoquées reprennent, à quelques nuances près, des contenus qui ont déjà été illustrés au cours des 2 ou 3 années précédentes. Seule une petite sélection des programmes de formation les plus significatifs a donc été retenue.
- Un développement particulier a été consacré aux formations qui portaient sur l'articulation entre l'éducation aux médias et les nouveaux dispositifs d'enseignement transdisciplinaires, et qui tentaient de faire bénéficier ces derniers des méthodologies qui ont fait leurs preuves dans le travail avec les médias.
- L'introduction de textes émanant des formateurs, sous forme d'encadrés, destinés à rendre plus concrètes les démarches et les enjeux de la formation. Ces textes se présentent soit sous forme de commentaires destinés à illustrer et à contextualiser un programme de stage, soit sous forme de « portraits » de formateurs, destinés à rendre plus vivant ce rapport et à illustrer le fait que, comme il est dit plus bas, ce sont d'abord des enseignants, des formateurs, des journalistes, qui donnent vie et sens au projet pédagogique du Clemi.

# *Rapport de Synthèse concernant les activités de formation réalisées par le Clemi durant l'année scolaire 2001/2002*

**D**epuis 1991, le Clemi réalise chaque année un bilan des activités de formation menées au cours de l'année écoulée, tant au plan national qu'académique. Celui-ci permet de présenter à la fois une « photographie » de ces activités et, pour certaines d'entre elles, une mise en perspective sur plusieurs années.

Compte tenu du fait que la majorité des activités de formation du Clemi sont organisées dans le cadre des structures de la formation continue des personnels de l'Éducation nationale, et qu'elles dépendent, pour leur réalisation, des politiques de la formation continue mises en œuvre au sein de ces structures, ainsi que des moyens financiers disponibles, on peut considérer que la « photographie » proposée n'est pas exempte d'un certain flou : certes, elle reflète la demande de formation exprimée par les enseignants, mais elle reflète aussi la capacité et la volonté des structures de formation à y répondre. Les évolutions du dispositif de la formation continue (transfert de ces activités en direction des IUFM, vigilance accrue de l'administration par rapport aux absences des enseignants désireux de suivre des stages, transfert des actions de formateurs de formateurs du national vers les académies) ont entraîné,

dans certains cas, des révisions à la baisse des activités de formation programmées. D'autre part elle reflète l'activité d'un réseau de formateurs plus qu'elle ne rend compte de manière exhaustive, de ce qui se fait dans le champ de « l'éducation aux médias ». **Des formations, sur des thèmes similaires ou voisins, ont pu être organisées par d'autres formateurs que par ceux qui s'inscrivent explicitement dans le projet pédagogique du Clemi. C'est notamment le cas dans un certain nombre d'IUFM. Elles ne sont pas prises en compte ici.**

Des annexes complètent le rapport proprement dit. Elles n'ont pas valeur d'exemplarité, mais tout simplement de témoignage et de reflet de la diversité du travail qui est accompli au quotidien, tant au plan national qu'académique.

Dans le même ordre d'idée, la partie consacrée aux contenus de la formation continue cherche, au-delà des grandes tendances, à rendre perceptible la variété des initiatives de formation prises dans les différentes académies. **Par-delà les chiffres, ce sont en effet des enseignants, des formateurs, qui, au quotidien, donnent vie et sens au projet pédagogique du Clemi.**

Enfin nous suggérons au lecteur de se reporter aux rapports des années précé-

dentes pour tout ce qui touche aux effets de démultiplication et de mise en synergie. Il y trouvera aussi des éléments rétrospectifs concernant entre autres, les actions de formation réalisées dans le cadre du PNF de 1989 à 2000 (rapport 95/96 et rapport 99/00), certaines des initiatives les plus significatives menées dans le domaine de l'éducation à l'image d'information (rapport 97/98), ou encore l'action du Clemi en formation au niveau international (rapport 99/00).

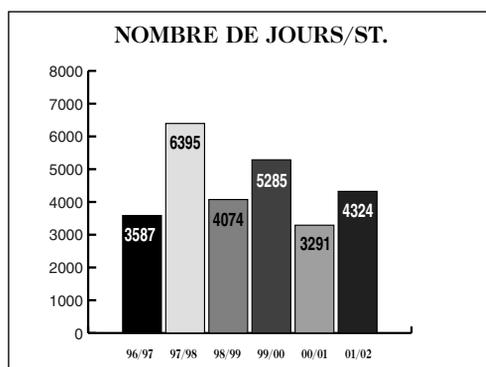
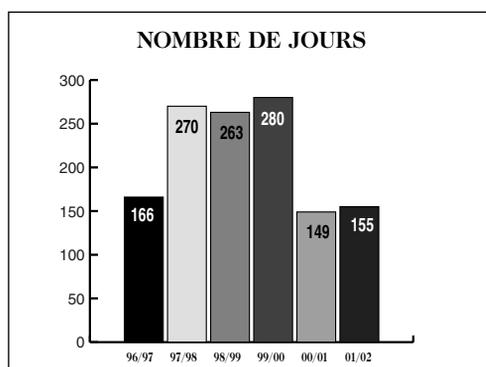
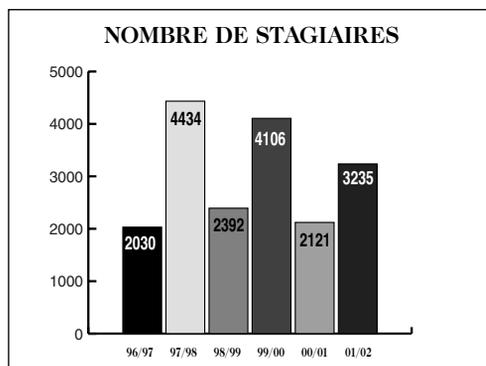
## ***1) Les actions de formation continue menées par le Clemi national***

### **a) Nature et répartition des publics**

Les stages ont concerné cette année **3235 personnes**, un chiffre largement au-dessus d'une moyenne annuelle évaluée à environ 2500 stagiaires. Ces bons résultats s'expliquent en partie par le fait que plusieurs formations ont été organisées dans le cadre du Programme national de pilotage (PNP). L'écart constaté par rapport aux chiffres de l'année passée (2121 stagiaires) est aussi une bonne occasion de rappeler que le Clemi a davantage une activité de projets que de programmes planifiés et répétitifs : cela entraîne nécessairement une certaine irrégularité dans le déroulement des activités. Le nombre de stages traditionnels a augmenté cette année (passant de 15 à 21), de même que celui des interventions en formation (45 cette année contre 29 l'année dernière). De leur côté le nombre des animations faites en direction des élèves a diminué (9 cette année contre 13 l'année dernière), ainsi que celui des activités de conseil, dont la baisse est la plus sensible (25 cette année contre 36 l'année dernière).

Comme les années précédentes, quoique de manière moins apparente, et conformément à la tendance observée depuis 3 ou 4 ans, les actions traditionnelles de formation sont minoritaires, qu'il s'agisse du nombre d'actions ou du nombre de stagiaires : c'est

ainsi que sur un total de 3235 stagiaires, seuls 841 ont participé à des stages traditionnels organisés par le Clemi, alors que près de deux fois plus –1742– ont bénéficié d'un apport formatif dans le cadre d'interventions ponctuelles et plus personnalisées.

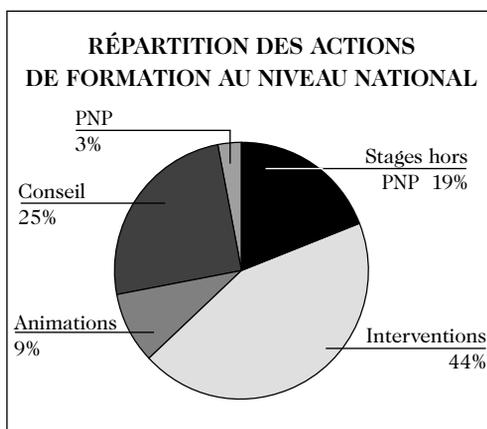


C'est la raison pour laquelle nous maintenons, à côté des stages, la catégorie du « Conseil » qui correspond à des actes formatifs personnalisés concernant soit une

seule personne (doctorants, universitaires, chercheurs étrangers, stagiaires, professionnels des médias), soit des groupes restreints (souvent des enseignants engagés dans des projets pédagogiques innovants), sur des périodes très variables, pouvant aller de la demi-journée à une dizaine de jours ou plus (la plupart du temps en discontinu).

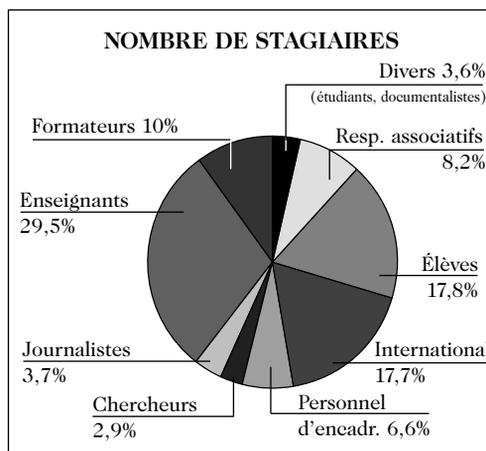
Les formations se répartissent cette année en 4 grandes catégories :

- Stages et séminaires organisés dans le cadre du PNP (3)
- Stages divers (19),
- Interventions dans le cadre d'un projet de formation (54) ; au sein de ces dernières, nous distinguons, pour améliorer l'intelligibilité des chiffres avancés, deux types d'activités : celles qui sont organi-

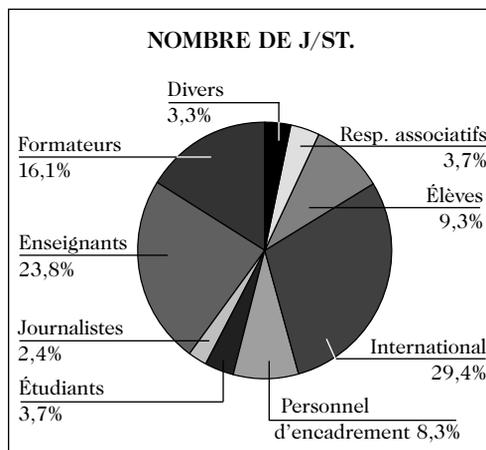


sées pour des enseignants ou des formateurs (pour lesquelles nous conservons la dénomination d'« intervention »), et celles qui sont organisées pour des publics mixtes dans lesquels les élèves sont majoritairement représentés (que nous appelons « animations »).

- Conseil : 25 actions de conseil ont été menées cette année par le Clemi national ; elles ont concerné 298 personnes et ont représenté 23 journées de formation. Traduits en pourcentages, ces chiffres font apparaître la répartition suivante entre les différents types d'activités :



Les actions de formation peuvent par ailleurs se répartir en quelques grandes familles, permettant ainsi de préciser la nature et le poids respectifs des différents publics concernés :



## b) Quelques caractéristiques concernant ces formations :

### 1) La formation de formateurs

Elle a revêtu cette année deux formes différentes :

- Les stages destinés aux formateurs des équipes académiques du Clemi, pour lesquels un effort régulier est réalisé chaque année : cette année, sur les 16 journées de formation de formateurs, 8 concernent les coordonnateurs et leurs équipes. Les conte-

nus peuvent varier considérablement d'un stage à l'autre, car ils répondent à des demandes précises de la part des stagiaires, en fonction des besoins qu'ils doivent satisfaire sur le terrain, en fonction aussi de leur domaine de spécialité.

Dans chacun des programmes correspondant, **les accueils dans les médias** représentent un moment important et irremplaçable de l'apport du Clemi : les stagiaires ont l'opportunité de connaître de l'intérieur des univers médiatiques qu'ils n'ont pas la possibilité d'approcher dans leurs académies respectives. Ils prennent connaissance des contraintes professionnelles de ceux qui y travaillent et qu'ils rencontrent sur leur lieu de travail. Ils perçoivent la place que chacun des organismes spécialisés tient au sein du système médiatique. Ces accueils, patiemment préparés et précisément définis, représentent une dimension à part entière de l'offre de formation faite aux stagiaires, facilitent les contacts et les échanges entre les formateurs et les professionnels qui les reçoivent et constituent souvent le point de départ à d'autres actions, telles que visites d'élèves accompagnés de leur enseignant, projets pédagogiques menés en partenariat, interventions de ces mêmes professionnels dans les établissements scolaires ou les IUFM. Indispensables pour les formateurs des équipes académiques du Clemi, ils constituent un complément souvent nécessaire à de nombreux dispositifs de formation mis en place par le Clemi national. Ainsi, cette année, ce sont plus de **400 personnes** qui ont bénéficié d'un accueil au sein de **36 médias** différents, que ce soit dans la presse écrite, à la télévision, à la radio, ou dans des agences de presse, d'images, des boîtes de production... On trouvera à la fin de ce rapport (cf. **annexe 1**), la liste complète des médias qui ont accueilli des stagiaires, ainsi que la répartition de ces derniers parmi les différents lieux d'accueil.

Cet effort, inscrit dans le moyen terme, illustre la volonté de structuration et de professionnalisation du réseau, le dialogue que le centre national entretient avec les équipes

académiques, le besoin que celles-ci éprouvent d'actualiser leurs connaissances dans un domaine dont l'une des composantes au moins (les médias) est en constante et rapide évolution (mais le système éducatif se transforme lui aussi, faisant par la même occasion évoluer la nature et les modalités de sa demande envers les médias).

Il est l'aboutissement d'une démarche conjointe des Services académiques à la formation continue ou des IUFM et du Clemi national, puisque les deux organismes contribuent financièrement à la mise en place des formations. Il trouve son prolongement dans la démarche de formation mise en œuvre par le Clemi national à l'intention des seuls coordonnateurs académiques.

Ceux-ci sont réunis chaque année, généralement au cours du premier trimestre de l'année scolaire, à l'occasion d'un séminaire de formation de trois jours qui permet aux coordonnateurs de rencontrer un certain nombre de professionnels des médias, mais aussi ceux qui, au sein du ministère de l'Éducation nationale, sont les interlocuteurs du Clemi dans ses différents secteurs d'intervention, ceux qui accompagnent la mise en œuvre de dossiers par rapport auxquels l'apport du Clemi trouve sa pertinence (cf. l'introduction des nouveaux dispositifs d'enseignement, comme l'ECJS, ou encore le repérage et l'accompagnement de l'innovation pédagogique).

• **Les actions organisées dans le cadre du Programme national de pilotage (PNP) :**

Il s'agit, pour la première d'entre elles, d'un séminaire national, organisé à l'initiative de la Direction des enseignements scolaires (Desco), sur le thème du partenariat entre l'École et les médias (cf. **en annexe 2**, « *Les médias partenaires de l'École* »), dont le principal objectif était de mettre en valeur les apports de l'éducation aux médias à la mise en œuvre des nouveaux dispositifs transdisciplinaires d'enseignement. Ce séminaire a réuni environ 150 personnes pendant 3 jours à Paris. Le public, consti-

tué de prescripteurs (formateurs d'IUFM, inspecteurs, responsables de la formation continue dans les rectorats ou dans les IUFM), était invité à répercuter, au niveau de chacune des académies, les contenus et les démarches pédagogiques qui lui paraissaient correspondre le mieux à son propre contexte de travail, notamment dans la mise en œuvre des nouveaux dispositifs d'enseignement. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point dans la partie consacrée aux formations académiques.

L'une des caractéristiques de ce séminaire est que sa mise en œuvre a reposé sur un large partenariat, réunissant des acteurs de la presse écrite (l'Arpej), des acteurs de l'audiovisuel (FR5, FR3) et des acteurs de l'université (Le centre de recherche en éducation aux médias de l'université de Paris III, le Credam). À ce titre de nombreux journalistes de la presse écrite et des médias audiovisuels, notamment régionaux, sont intervenus, ont participé à l'animation des ateliers aux côtés des enseignants, et ont suivi l'intégralité des travaux de ces trois journées. Certains d'entre eux s'en sont d'ailleurs fait l'écho dans leurs journaux respectifs (cf. annexe 3). On verra plus loin que d'autres actions se sont mises en place, en académie, dans le prolongement de ce partenariat.

Les deux autres actions menées dans le cadre du PNP, correspondent à des stages de 5 jours (Formation de personnes et d'équipes ressources) organisés en partenariat avec la Direction des personnels administratifs, techniques et d'encadrement (Dpate) du ministère de l'Éducation nationale, à l'intention de chefs d'établissements concernés par les problèmes de violence, et recrutés dans les 10 académies-pilotes engagées à l'époque dans l'expérimentation de prévention et de lutte contre la violence scolaire. Elles ont touché une cinquantaine de stagiaires, eux-mêmes pour la plupart membres des équipes académiques en charge de la formation initiale des chefs d'établissement. Leur intitulé, « *Violence, éducation, médias : mieux communiquer* »

correspondait à plusieurs objectifs : mieux connaître l'ensemble des médias et leurs contraintes de fonctionnement, s'approprier les éléments de base de la communication avec les médias, favoriser les partenariats avec les médias, et clarifier la place de la communication, de ses acteurs, de ses formes au sein de l'établissement et de son projet. Au cours de ces formations, journalistes et chefs d'établissement ont pu se rencontrer, dialoguer, apprendre à mieux cerner la complexité de leurs univers professionnels respectifs. Les chefs d'établissement se sont familiarisés avec les médias, ont approfondi leurs compétences en termes de communication, ont réfléchi sur ce qui fait la spécificité de l'information par rapport à la communication et ont perçu ce que l'apport des médias peut avoir de positif dans un établissement scolaire, tant d'un point de vue pédagogique que de la vie scolaire.

## 2) La diversité des publics

D'une année sur l'autre, les fluctuations concernant la variété des publics touchés n'est guère significative ; tel public, absent ou peu représenté une année, est représenté ou revient en force l'année suivante, sans que l'on puisse déceler une tendance. Signalons simplement à la fois quelques constantes et quelques-unes des caractéristiques de l'année écoulée.

### • Les constantes :

D'une part, la forte présence des élèves (près de 18 % des stagiaires accueillis ou rencontrés), en raison, premièrement, de l'existence au Clemi du fonds spécifique consacré aux journaux scolaires. L'existence de ce fonds induit en effet de très nombreuses demandes d'enseignants dont les élèves sont engagés dans un projet de journal scolaire (le groupe classe se déplace avec l'enseignant et vient à la fois observer la diversité des publications réalisées par d'autres élèves, et solliciter des conseils pour mener à bien son propre projet). Deuxièmement, en raison du pilotage par

le Clemi de programmes pédagogiques, tels que « Fax ! », qui associent étroitement enseignants et élèves lors des différentes étapes de son élaboration et qui induisent des interventions de suivi et de conseil de la part des formateurs du Clemi.

D'autre part, le niveau toujours soutenu de l'international, qui correspond à une part significative de l'activité de l'équipe nationale (près de 18 % des stagiaires), avec des formations dont l'accent peut aussi bien porter sur l'éducation aux médias que sur les usages pédagogiques des médias pour l'apprentissage du français langue étrangère ; elles peuvent aussi bien se dérouler à l'étranger, à la demande d'un organisme particulier, qu'en France, où des groupes d'enseignants étrangers en stage dans une structure d'accueil, souhaitent connaître les activités et les ressources du Clemi. Ainsi, cette année, à titre d'illustration, une formation de 5 jours a été organisée pour 50 enseignants et formateurs en FLE à la demande du Centre culturel français de Windhoek, en Namibie. Cette formation portait à la fois sur la connaissance de la presse et la pédagogie des médias. Une activité de production a permis aux stagiaires de mettre en pratique les compétences acquises (cf. annexe 4).

Le Clemi a aussi animé une série d'ateliers aux Etats-Unis, à destination des formateurs de formateurs des Alliances françaises, sur le thème de l'exploitation pédagogique des documents vidéo pour un enseignement de la civilisation française. Enfin, une mission a été organisée en Colombie, à la demande des Alliances françaises, à l'occasion du 3<sup>ème</sup> séminaire national des professeurs de français de Colombie, sur le thème de l'utilisation de l'audiovisuel et des outils multimédias dans la classe de français langue étrangère. En France, le Clemi a accueilli pendant une semaine une délégation de professeurs et de journalistes japonais, engagés dans leur pays dans des actions d'éducation aux médias. Un important programme d'accueils dans des médias et de rencontres avec des acteurs du sys-

tème éducatif français a été organisé à leur intention. Le Clemi a permis au groupe, conformément au souhait qu'il avait émis, de saisir dans sa diversité les différentes actions menées, en partenariat avec les médias, dans le domaine de l'éducation aux médias en France.

Cette caractéristique est propre au centre national, les équipes académiques n'intervenant dans ce domaine que de manière résiduelle (1,2 % des stagiaires formés, cette année), et souvent à la demande du centre national.

Enfin, l'articulation souvent très étroite qui s'établit dans un certain nombre de cas entre formation et recherche, la première s'alimentant de la seconde, et la suscitant dans le même temps. Cette proximité entre les deux domaines d'activité est notamment perceptible lors de la tenue de colloques ou de journées d'étude, où les chercheurs constituent le public majoritaire aussi bien parmi les intervenants que parmi les participants. Le Clemi, qui y est associé ou qui en est à l'initiative, facilite ainsi les échanges entre recherche et formation dans le domaine de l'éducation aux médias. Pour illustrer de quelques exemples cette situation, on peut citer la participation du Clemi à différents colloques : celui organisé par l'université du Québec à Montréal, au Canada, sur le thème « Globalisme et pluralisme », celui organisé à Montréal par l'Université de Montréal sur l'éducation aux médias, ou encore celui organisé à Bruxelles en Belgique, par le Conseil pour l'éducation aux médias et l'association des journalistes de Belgique, sur le thème de « La presse pour les jeunes ». Il faut évidemment mentionner aussi les conférences de spécialistes qui se tiennent au Clemi dans le cadre des activités du Credam (Centre de recherche sur l'éducation aux médias ; Université de Paris III).

• **Les caractéristiques de cette année :** Deux actions méritent peut-être une mention à part. C'est d'une part l'organisation, à la demande de la Délégation à la communication (Delcom) du ministère de l'Édu-

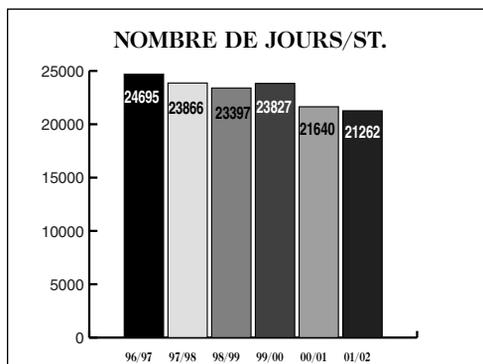
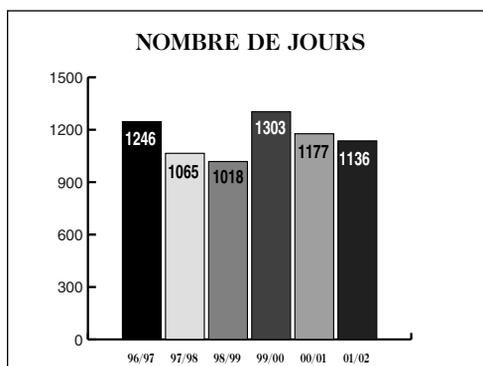
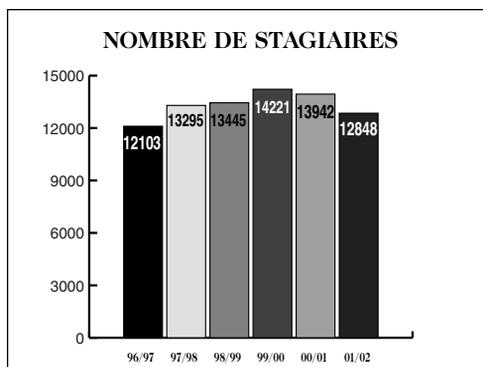
cation nationale, de deux journées de formation à l'intention de quelques recteurs et de directeurs de l'administration centrale, sur le thème « *Connaître les médias, communiquer avec eux* ». Ces deux séquences techniques de découverte des contraintes de la télévision ont permis à leurs bénéficiaires de renforcer leur maîtrise de la communication avec un média télévisuel, et de mieux comprendre les enjeux et les contraintes des médias audiovisuels, notamment en matière d'information, en s'entretenant avec des responsables de l'information de certains de ceux-ci.

C'est d'autre part l'organisation, dans le cadre du programme « *Educaunet* » (programme d'éducation critique aux risques liés à l'usage d'Internet mené dans le cadre de « *l'Internet Action Plan* » de la Commission européenne – Direction générale « *Société de l'information* ») de deux séminaires de formation de deux jours chacun, l'un dans les locaux de l'université catholique de Louvain la neuve en Belgique, l'autre dans ceux de l'IUFM de l'Académie d'Aix-Marseille. Ces deux séminaires présentent au moins deux caractéristiques remarquables : d'abord, l'étroite imbrication de l'activité formation avec les autres champs d'activité du programme général, puisqu'il permet de faire la liaison entre son amont, la conception d'activités éducatives, et son aval, leur mise en œuvre aux fins de validation ; ensuite, la définition du public visé, qui dès le début, associe des enseignants (du primaire et du secondaire), des représentants d'associations familiales et des éducateurs de mouvements associatifs, dans le but d'impliquer ensemble sur cette question tous les types d'adultes placés en position d'éducateurs. C'est en grande partie l'existence de ce dispositif qui explique la présence particulièrement significative cette année des responsables associatifs dans les publics de la formation menée au niveau national (8,2%).

## II) Les actions de formation menées par les équipes académiques

### a) La formation continue

Elle a concerné cette année **12 848 stagiaires**.



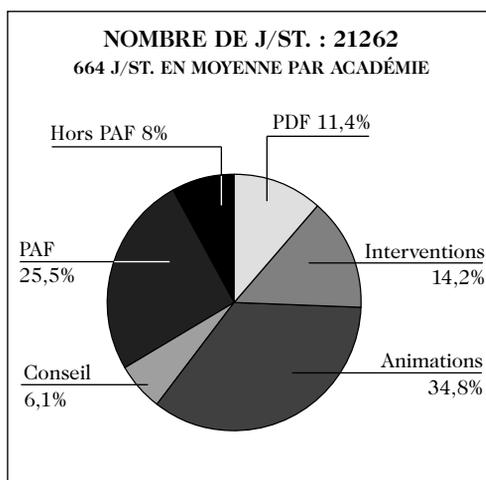
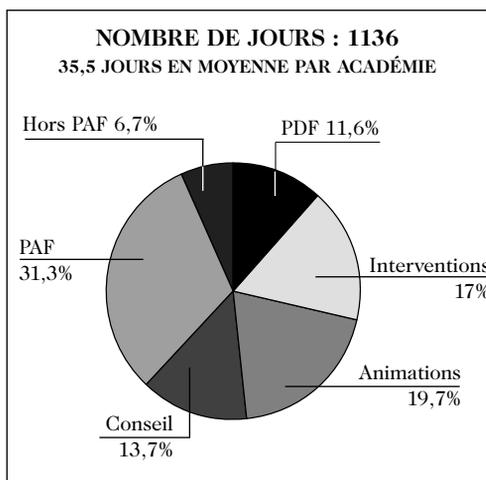
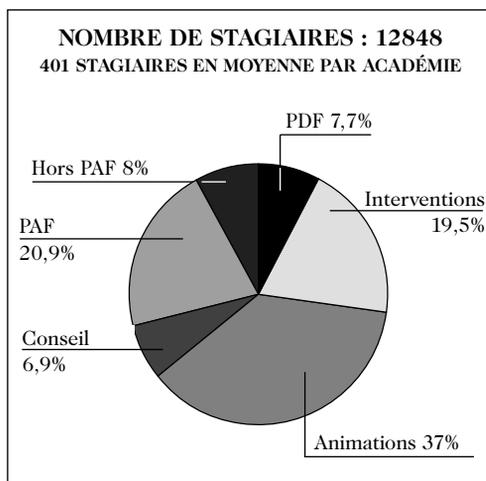
Contrairement aux chiffres du Clemi national d'une part, et à ceux de la formation initiale d'autre part, ceux de la formation continue sont cette année en légère

baisse par rapport à ceux de l'année dernière : - 7 % pour le nombre de stagiaires (la baisse avait déjà été de - 2 % l'année dernière) et - 2 % pour le nombre de journées/stagiaires (- 9 % l'année dernière). La formation continue semble amorcer une lente décrue tout en se maintenant à un niveau élevé ; on peut même s'étonner que cette décrue ne soit pas plus sensible compte tenu des nombreuses restrictions budgétaires qui, ici ou là, frappent les budgets de la formation continue et qui entraînent soit des annulations de stages, soit des politiques restrictives en termes de sélection des propositions faites par les équipes de formateurs. Il faut y voir la marque d'une demande soutenue de nos différents partenaires, et particulièrement du corps enseignant, et une conséquence du dynamisme des équipes académiques de formateurs, dont l'existence est pleinement reconnue, et le champ de compétence de plus en plus clairement identifié par leurs divers interlocuteurs institutionnels. L'une des conséquences de cette reconnaissance est que les formateurs sont plus souvent amenés à intervenir dans le cadre de formations organisées par d'autres réseaux, sur leur domaine de compétence propre, lorsque celui-ci est ponctuellement concerné au sein d'une formation sur un thème qui dépasse l'éducation aux médias.

## 1) Caractéristiques

Les Académies sont à l'initiative de plusieurs types d'actions :

- **Des actions à caractère académique**, telles que les stages du PAF (166 stages, soit 5,2 stages par Académie en moyenne), et plusieurs colloques (2) ;
- **Des actions à caractère académique organisées en dehors du PAF** (91 stages, dont 53 dans le cadre des plans départementaux de formation, soit 2,8 stages par Académie en moyenne) ;
- **Des interventions diverses** (113, soit 3,6 interventions par Académie en moyenne) ;
- **Des activités de conseil**, auprès d'enseignants, d'établissements ou de divers



partenaires (128, soit 4 en moyenne par Académie) ;

- **Des animations** (activités organisées en direction de publics majoritairement composés d'élèves), qui représentent cette année 140 actions distinctes, soit en moyenne 4,5 par Académie.

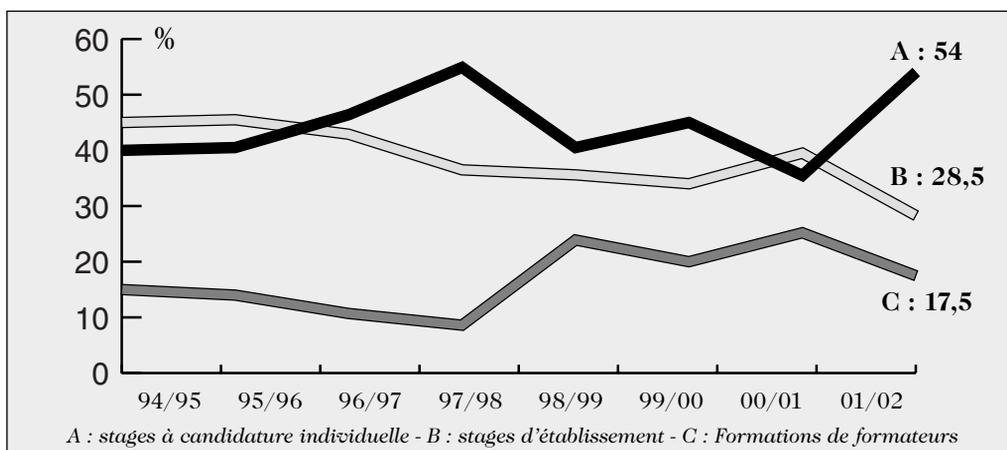
Les stages du PAF se répartissent, quant à eux, en stages à « candidature individuelle » (90 soit 54 % des stages), et en stages « d'établissement » (47, soit 28,3 % des stages) ; cette année, de manière très nette, et contrairement à l'année dernière, le rapport entre stages à candidatures individuelles et stages d'établissement est favorable à la première catégorie, ce qui peut paraître surprenant dans un contexte où l'on encourage les formations répondant à des besoins exprimés au niveau de l'établissement ou du bassin d'établissements. Quant aux actions de formation destinées à des formateurs, elles repassent cette année, sous la barre des 20 %, à 17,5 % de la totalité des stages réalisés.

Les stages du PAF représentent cette année 20,9 % (contre 16 % l'année dernière) des enseignants touchés dans le cadre d'actions de formation, alors qu'un peu plus de 26 % le sont dans le cadre d'interventions diverses (suivi ou accompagnement de projets, interventions dans le cadre de formations organisées par d'autres réseaux...). Ces dernières ont été divisées

en deux grandes familles : celles qui correspondent à une intervention ponctuelle dans le cadre d'une activité de formation organisée par ailleurs, et celles qui correspondent à un apport plus personnalisé, souvent lors de la mise en place d'un projet ou de son déroulement ; ce dernier type d'apport est particulièrement exigeant, car il demande, de la part des formateurs, disponibilité et adaptabilité : nous l'avons identifié comme pour les activités du centre national, sous le nom de « conseil ». C'est l'occasion de rappeler que la notion de projet y est souvent prépondérante, liée dans de nombreux cas à la mise en place de partenariats avec des médias locaux (cf. sur ce point particulier, le rapport de l'année 98/99, où un ample développement est consacré à la notion de partenariat), et à la production d'écrits médiatiques.

C'est ce que certaines académies identifient comme des « Formations-actions », c'est-à-dire des formations en prise directe sur une démarche de production associant divers acteurs et divers partenaires dans le cadre d'un projet pédagogique transversal, inscrit dans le moyen terme ; les formations deviennent dans ces circonstances, soit des moments de régulation du dispositif, soit des moyens d'intégrer de nouveaux acteurs désireux de faire participer leurs élèves au projet collectif.

Cette prise en compte, par la formation, des demandes précises du terrain et



des logiques propres au partenariat, explique aussi que de nombreux élèves soient parties prenantes de certaines actions de formation. Ils étaient 45,5 % l'année dernière à avoir participé à une formation organisée par le Clemi ; ils sont encore 37 % cette année.

## 2) Les colloques

Parmi l'ensemble des formations organisées au niveau académique, plusieurs méritent une mention particulière : ce sont les colloques mentionnés plus haut. Ils représentent une activité qui, bien qu'académique, dépasse largement le cadre d'un simple stage, aussi bien par le nombre des participants, par la variété des dispositifs proposés, que par la notoriété des intervenants.

Leur nombre varie au fil des ans : celui organisé par l'académie de Toulouse est le plus ancien ; il a pendant plusieurs années été le seul. Il en est cette année à sa neuvième édition et il a abordé le cinéma documentaire en prenant pour thème : « *Espace et territoire* », et pour figure emblématique la réalisatrice Agnès Varda, à qui une rétrospective était consacrée ; organisé en partenariat avec de nombreux organismes (La DRAC, l'École supérieure d'audiovisuel, l'INA, la cinémathèque de Toulouse, le Centre de recherche et de représentation audiovisuelle de l'histoire, pour ne citer que les principaux), il réunit durant trois journées une centaine de personnes qui partagent une même passion pour les médias et leur rapport au réel ; à la fois « stage, colloque et festival » (pour reprendre le texte de sa plaquette de présentation), il associe, autour de figures de premier plan du film documentaire, des professionnels, des universitaires, des formateurs, des enseignants, des étudiants et des élèves, ces derniers étant directement associés au déroulement de la manifestation grâce au travail qu'ils ont réalisé en amont avec leurs enseignants sur certaines des œuvres présentées dans le cadre du colloque. On trouvera en annexe (cf. annexe 5) une reproduction de la première de cou-

verture des actes qui viennent d'être édités dans le prolongement de cette manifestation.

L'équipe du Clemi de l'académie de Dijon a renouvelé pour la quatrième fois cette année son initiative des années précédentes, en organisant un colloque de deux jours sur le thème : « *L'info télévisée : le miroir du monde ! ?* » (cf. annexe 6).

L'importance de la manifestation (une centaine de personnes) nécessite, là aussi, un partenariat diversifié, faisant appel à de nombreuses institutions. Les intervenants, professionnels des médias et universitaires, se sont attachés à préciser les différents statuts de l'image d'information, les raisons pour lesquelles les frontières entre information et divertissement tendent parfois à s'estomper, l'évolution de ses conditions de production et les contraintes spécifiques qui y sont attachées, les dispositifs de régulation qui peuvent l'accompagner, ... et bien sûr, les prolongements pédagogiques qui peuvent être tirés de ces différentes approches.

Dans un genre légèrement différent, et dans le prolongement direct du partenariat mis en place avec FR5 à l'occasion de la tenue du séminaire national évoqué plus haut, le Clemi de l'Académie de Montpellier a organisé avec FR5 une journée intitulée « *École/télévision : décryptages avec FR5* », à l'intention des enseignants de l'académie, dans les locaux du CRDP. Près de 150 personnes s'y sont retrouvées et ont ainsi pu participer à des ateliers co-animés par des enseignants et des journalistes de la Chaîne ou participer à des débats dans le cadre de tables rondes réunissant certains des animateurs d'émissions se rapportant à l'analyse critique des médias. C'est une journée de sensibilisation et de formation tout à la fois, qui présente le double avantage d'accueillir un nombre important d'enseignants et de fonctionner sur la base d'un vrai partenariat avec un grand média audiovisuel comme on peut le percevoir à la lecture du programme correspondant (cf. annexe 7).

Ces manifestations, à mi-chemin entre la formation et le séminaire spécialisé, permettent de donner de la « visibilité » à certaines questions se rapportant à l'éducation aux médias, d'y impliquer les différents acteurs de l'Académie, de sensibiliser les différents participants, et en même temps de réaliser un travail en profondeur avec les enseignants et les élèves, sur des thèmes qui font par ailleurs l'objet de démarches pédagogiques précises et souvent innovantes. Car ces « événements », au-delà de leurs éventuels prolongements médiatiques, sont d'abord le point d'aboutissement d'un patient et régulier travail pédagogique réalisé dans les établissements et dans les classes avec d'autres enseignants, des chefs d'établissement, et bien évidemment, les élèves.

Ces nouveaux dispositifs de formation, plus complexes, plus transversaux, plus importants, devraient encore se développer dans les années à venir, ne serait-ce que du seul fait qu'ils créent souvent une dynamique et deviennent ainsi un rendez-vous annuel pour les enseignants, les chercheurs et les professionnels des médias, concernés par le domaine de réflexion défini par le colloque. Toulouse en est, nous l'avons dit, à son neuvième colloque sur le cinéma documentaire ; Dijon prépare la cinquième édition de ses rencontres. De son côté, le Clemi de Nancy-Metz n'a pas renouvelé l'opération qu'il avait montée les deux années précédentes, et l'équipe de Nantes, qui a accueilli l'année dernière des rencontres internationales sur le thème « Radio et éducation », a transmis cette responsabilité à des collègues et des animateurs de radio associatives canadiens, se contentant (si l'on peut dire) d'aller contribuer à la réussite du colloque organisé à Montréal sous l'intitulé « Le micro voyageur » : il est en effet dans la logique des colloques internationaux d'être pris en charge à tour de rôle par les différents pays concernés, en l'occurrence, les pays de la francophonie.

Il faut d'ailleurs souligner que ces manifestations, certes visibles, gratifiantes, enrichissantes, demandent de la part de leurs

organiseurs, qui n'ont bien souvent pas beaucoup de moyens ni de temps, une énergie sans faille, des trésors d'imagination et le sacrifice de beaucoup de temps libre.

### **3) L'articulation avec les nouveaux dispositifs d'enseignement transdisciplinaires**

Comme nous l'avons rapidement évoqué à propos du séminaire national, l'un de ses objectifs a consisté à présenter des pratiques pédagogiques mettant en valeur l'apport de l'éducation aux médias dans les pratiques liées à la mise en place des nouveaux dispositifs d'enseignement. L'éducation aux médias est par définition une pratique transversale, transdisciplinaire ; les savoirs faire élaborés par les enseignants qui y ont régulièrement recours dans leurs pratiques de classe trouvent tout naturellement leur place dans la mise en place des nouveaux dispositifs, qu'il s'agisse des itinéraires de découverte, des travaux personnels encadrés, de l'éducation civique, juridique et sociale ou des classes à projet artistique et culturel.

C'est la raison pour laquelle un certain nombre de formations proposées par les formateurs du Clemi prennent en compte cette dimension dans leurs objectifs et proposent aux enseignants de se familiariser avec les pratiques liées à l'éducation aux médias pour mieux parvenir à leurs fins dans le cadre de leur enseignement. L'année dernière, nous avons déjà relevé qu'une vingtaine de formations avaient formellement inscrit cet objectif dans leur intitulé. Il y en a cette année 25, soit 7,5 % des stages réalisés, qui mettent l'accent sur ce point.

C'est la raison pour laquelle il nous paraît nécessaire et intéressant de nous arrêter un instant sur ces formations et d'illustrer notre propos de quelques exemples de programmes, accompagnés pour certains par les commentaires des formateurs concernés.

Tout d'abord, tous les dispositifs existants sont abordés sous cet angle, qu'il s'agisse des TPE (« *Enseigner autrement avec les médias en lycée* », cf. annexe 8),

# Projet interdisciplinaire et médias

(Académie de Nantes ; Collège Piobetta, La Roche-sur-Yon)

Cette formation a été proposée dans le cadre du PAF 2001-2002, dans le volet candidatures individuelles, afin de répondre aux besoins des équipes pédagogiques dans le cadre des dispositifs interdisciplinaires du collège : travaux croisés et parcours diversifiés qui pouvaient avoir comme support les médias. Prévu sur une durée de trois jours (2+1), le contenu était à négocier avec les équipes intéressées.

Elle a été mise en place au Collège Piobetta de La Roche-sur-Yon en réponse à la demande de 14 collègues de disciplines très diversifiées : documentation, lettres, anglais, allemand, mathématiques, sciences-physique, SVT et EPS.

Le collège est situé au centre de la ville, mais il recrute ses élèves sur la périphérie urbaine et rurale.

**Première étape, la négociation** : bien que non prévue officiellement, elle me semblait indispensable pour répondre au mieux aux attentes et besoins des collègues. Rendez-vous est donc pris par l'intermédiaire de l'administration du collège pour une fin de journée 18 heures.

Sur place, les choses commencent difficilement avec la Principale qui voit d'un mauvais œil le départ de 14 de ses enseignants pendant trois jours. Il est vrai que cela ne va pas sans poser de problèmes dans un collège à recrutement majoritairement rural où les élèves viennent pour la journée par transport scolaire. J'accepte donc de déplacer une des journées sur un mercredi où le collège est fermé.

Suit la rencontre avec les collègues. Cinq ou six seulement sont présents qui m'apprennent que l'heure tardive, qui leur convient peu, leur a été imposée et qu'ils ne sont pas ravis du report à un mercredi d'une des journées. Les choses commencent bien !

Le tour de table et les échanges sur les

attentes permettent, heureusement, de détendre l'atmosphère. Je découvre alors que les demandes sont très différentes, qu'il n'y a pas un, mais plusieurs projets qui couvrent trois objectifs : relancer l'animation de la semaine de la presse, travailler sur l'information télévisée et finaliser la création du site web de l'établissement.

**Deuxième étape, la formation** : la première session se déroule un mois plus tard à l'IUFM sur deux jours consécutifs, ce qui permet aux collègues de s'immerger dans la formation tout en étant dégagés des petites perturbations inévitables aux stages sur sites (maintien de certains cours, récupération de devoirs...). Les collègues sont visiblement ravis de se retrouver en dehors du collège.

Les activités abordées dans ces deux premiers jours sont très diversifiées : analyse de l'info télévisée, de la presse écrite, de la presse en ligne, du contenu du futur site du collège. Elles permettent de toucher et de faire découvrir les centres d'intérêt des uns et des autres, d'échanger sur les pratiques, les points de vue et ainsi de renforcer la cohérence de l'équipe. Le projet d'animation de la semaine de la presse prend aussi forme avec la préparation concrète d'une revue de presse quotidienne : participation des collègues, choix des classes, mise au point d'une méthode commune. Un vrai projet d'équipe naît autour du documentaliste, jusqu'alors un peu isolé dans l'animation de la semaine. De même, la préparation du site web permet à tous de bénéficier du travail précédemment réalisé par une petite équipe et de l'enrichir avec des idées de nouvelles rubriques (UNSS par exemple).

Ces deux premiers jours se terminent sur un bilan positif : chacun a pu enrichir ses pratiques pédagogiques, un projet d'équipe a vu le jour et la cohésion du groupe a été renforcée, autant par cette expérience commune que par les échanges plus personnels. C'est un aspect impor-

tant et très positif des formations d'équipe car cette plus grande cohésion (quand « la mayonnaise prend » au sein du groupe) permet ensuite de mieux affronter les difficultés qui peuvent survenir dans la vie de l'établissement.

La deuxième session a lieu deux mois plus tard et est entièrement consacrée à la préparation concrète du site : finalisation de l'arborescence, définition de la maquette et de la charte graphique, réalisation de pages. L'hétérogénéité du groupe dans l'utilisation des nouvelles technologies est compensée par un travail en commun et une aide mutuelle entre les collègues aguerris et les néophytes. Cette hétérogénéité dans la maîtrise des nouvelles technologies représente souvent une difficulté dans les formations (il n'est pas rare de rencontrer encore des collègues qui n'ont jamais manipulé une souris), comme ce fut le cas lors de notre première session. Dans la seconde, cela a plutôt contribué à renforcer la cohésion et la taille du groupe autour du projet.

À la fin de la journée, un certain nombre de pages sont terminées, les manipulations de base sont connues de tous, le bilan est plutôt satisfaisant. Par contre, nous n'avons pas réussi à mobiliser l'équipe de direction du collège qui était invitée à nous rejoindre pour prendre conscience du travail nécessaire à la création d'un tel outil de communication et du besoin d'un nouveau regroupement des collègues avant la fin de l'année scolaire, pour terminer la mise en page du site.

Au total, l'intérêt de cette formation réside davantage dans les leçons à tirer de son déroulement que de son contenu plutôt classique.

En premier lieu, il permet de souligner l'intérêt des projets interdisciplinaires dans la dynamique de l'établissement et la cohésion de l'équipe pédagogique.

En second lieu, il rappelle les difficultés inhérentes à ce type de formation : l'absence devant les élèves d'une partie importante de l'équipe pédagogique peut avoir un impact négatif auprès de l'administration.

Patrick CHAUVEAU

des itinéraires de découverte (« médias, IDD et projet d'établissement »), des projets pédagogiques à caractère professionnel (« PPCP et journal scolaire ») ou de l'ECJS (« Pratiquer et étudier l'oral dans les médias pour apprendre l'argumentation », « Pédagogie de la discussion en ECJS »).

Certains stages reprennent des contenus traditionnels de l'éducation aux médias et les mettent en perspective par rapport à la mise en place d'un projet s'inscrivant dans l'un des nouveaux dispositifs ; c'est par exemple le cas de la formation intitulée « *Projet interdisciplinaire et médias* » (cf. annexe 9 et encadré ci-contre). Proposée dans un premier temps comme formation à candidature individuelle, elle sera organisée à l'intention d'une équipe d'enseignants de collège désireux de s'engager dans la réalisation de travaux personnels encadrés.

D'autres adaptent de manière plus précise la réponse que l'éducation aux médias peut apporter à certains des besoins spécifiques des nouveaux dispositifs, notamment dans le cadre de l'ECJS à propos du débat argumenté. Dans ce cas, la question est plutôt de se demander ce qui, dans le débat télévisé, dans son analyse, dans la comparaison de ses différentes modalités, peut être mis au service du débat argumenté. C'est ainsi le cas dans le stage « *Le débat argumenté en ECJS* » (cf. annexe 10) ou dans celui intitulé « *L'actualité dans la classe d'ECJS* » (cf. annexe 11). On trouvera dans les encadrés pages suivantes le commentaire des formateurs qui ont mis en œuvre chacun de ces deux stages, le premier dans l'académie de Nancy-Metz, et le second dans l'académie de Montpellier.

Avec ces textes, nous touchons de plus près aux intentions des formateurs dans l'élaboration de leur programme de formation, ainsi qu'au contexte dans lequel a pu se dérouler la formation, lequel peut évidemment avoir une incidence sur le contenu et amener le formateur à modifier son projet initial en fonction des besoins manifestés par les stagiaires.

# Débattre en ECJS

(Académie de Nancy-Metz)

« Le débat argumenté en ECJS » tel est l'intitulé de la formation proposée par l'équipe du Clemi-Lorraine au plan académique de formation.

N'étant pas directement concerné par l'enseignement de l'ECJS, nous avons recherché la collaboration d'un professeur fortement engagé dans ce nouvel enseignement. De par notre connaissance de la démarche de projet, de la démarche documentaire, des médias, des compétences au niveau de l'expression des jeunes, nous avons considéré que le Clemi se devait d'accompagner la mise en œuvre de l'enseignement de l'ECJS.

Par ailleurs, les objectifs de l'ECJS recourent largement ceux du Clemi, à savoir : contribuer à l'éducation citoyenne des jeunes. L'éducation civique, juridique et sociale ne trouve sa place dans aucun des champs disciplinaires tels qu'ils sont définis actuellement. Nombreux sont les enseignants quelque peu désorientés, découvrant le jour de la rentrée qu'ils ont en charge cet enseignement. Quand bien même les contenus, les savoirs sont maîtrisés, la démarche d'apprentissage est nouvelle surtout lorsqu'il s'agit d'amener des élèves à débattre sur une question qui pose problème.

D'autre part, les débats apparaissent sous diverses formes dans de nombreux médias et particulièrement à la télévision. Le débat télévisé est certainement le plus connu. Il est devenu le modèle prégnant. Mais s'agit-il bien d'un débat au sens où l'entend l'école ? S'agit-il d'un débat argumenté ?

C'est cette entrée que nous avons choisie d'explorer pour amener des enseignants à organiser des débats avec leurs élèves en classe d'ECJS. En effet, l'analyse d'un débat télévisé est particulièrement aisée aujourd'hui : son enregistrement autorisant des visionnements répétés, des arrêts sur image, des ralentis pour une étude approfondie du document. Ainsi, l'étude du dispositif permet d'observer l'occupation et la gestion de l'espace, l'identification et les rôles des participants, d'analyser la gestion de la parole, ... Très vite on découvre alors le fonctionnement propre à chaque type de débat proposé par la télévision. Si de plus l'attention se fixe sur la bande son, que l'on s'inté-

resse au contenu, aux savoirs véhiculés, on peut définir le débat télévisé en pointant les caractéristiques qui lui sont spécifiques. La conclusion s'impose d'elle-même. Le débat télévisé n'est pas du tout le débat auquel l'école veut initier les jeunes. Débat d'opinions ou simple spectacle, lieu de confrontation de positions personnelles, les échanges entre acteurs ne modifient en rien les représentations ni des uns ni des autres.

Et pourtant, ce n'est pratiquement jamais le « café du commerce » ou la « foire d'empoigne » décrits par certains. Ici, la technique veille aux éventuels dérapages et coupe le micro de l'intervenant trop envahissant alors que la caméra le met hors cadre. Tout n'est donc pas à rejeter !

L'explicitation des caractéristiques du débat argumenté, la confrontation au débat médiatique, font rapidement apparaître certaines similitudes, au niveau organisationnel et méthodologique.

En effet, l'un comme l'autre nécessite :

- une organisation spatiale
- la définition des rôles des différents acteurs
- une gestion de la parole
- des observateurs (ou spectateurs)

D'autre part, on remarque facilement que l'animateur du débat télévisé sait exactement ce qu'il attend de ses invités, il maîtrise son sujet et oriente les interventions des participants selon un programme bien orchestré. Cette maîtrise révèle l'importance du travail en amont : recherche d'informations, d'experts, de témoins ... Pour les élèves cela se traduira par une phase préparatoire au cours de laquelle ils s'approprient le thème, définissent différentes entrées et élaborent une problématique qui fera finalement l'objet de leur débat après une solide recherche d'informations.

Des mises en situation et leur exploitation à différents moments de la formation permettent une réelle prise de conscience des impératifs organisationnels et méthodologiques, mais aussi des dérives toujours possibles. Notons que dans ce cadre, le caméscope se révèle un auxiliaire précieux pour l'évaluation du débat.

Jean-Yves BEI

# Nouveaux dispositifs pédagogiques et éducation aux médias

(Académie de Montpellier)

L'éducation à l'information a trouvé naturellement sa place dans les formations à l'Education Civique Juridique et Sociale. Tant sur le fond (différents thèmes du programme) que sur la forme (le débat argumenté) cet enseignement nous invite à faire entrer l'actualité dans la classe. En effet, comment traiter de citoyenneté, civilité, intégration, droits de l'homme...sans utiliser l'actualité ? comment aborder les « questions sociales vives » sans partir des messages d'information, que ce soit de la presse écrite, la radio, la télévision ou Internet. Faits divers, brèves, reportages, enquêtes, dossiers...les formes du discours médiatiques sont très diverses, les sujets et les angles très nombreux. Nous vivons une époque de flux permanent d'images, de sons, de mots, où nous devons plutôt gérer le trop et le trop plein. Les discours médiatiques construisent sens commun et représentations sociales et il s'agit pour nous de les interroger.

Nous avons donc choisi, en formation, d'aborder trois questions particulières :

• **Qu'est-ce que l'actualité médiatisée ?**

Qu'est-ce qui fait d'une nouvelle un événement ? Comment se fait le traitement par les différents médias ? Travailler avec et sur l'actualité, c'est comprendre le système de l'information.

• **Comment le débat télévisé peut-il intéresser le débat argumentatif ?** Il s'agit d'essayer de comprendre comment fonctionne un débat télévisé (forme et fond), d'aider nos élèves à savoir s'il s'agit ou non d'un débat argumenté.

• **Quelles recherches documentaires pratiquer ?** Le travail avec et sur les médias est d'ordre méthodologique : comparaison de documents, vérification des sources, comparaison de différents médias, constitution de dossiers de presse...

Autour de ces questions de fond, la formation essaie de donner aux enseignants des outils méthodologiques et de leur permettre la construction de séances pédagogiques. Elle se déroule avec l'intervention de professionnels, journalistes, souvent eux-même formateurs.

Car travailler sur l'actualité nous entraîne aussi à travailler autrement. L'élève arrive à l'école avec des acquis et une vraie culture médiatique. La séquence pédagogique va se construire dans l'échange. ...C'est sans doute sous cet angle que la formation a été la plus nouvelle pour nos collègues. Professeurs d'histoire géographie, de sciences économiques et sociales, ils utilisent déjà les médias comme document dans leurs cours. « Le plus » de notre formation est sans doute d'apprendre à travailler sur les médias et dans un contexte de dialogue. Le travail sur l'actualité médiatisée est, par essence, transversal. Il permet de modifier le rôle de l'enseignant adulte qui écoute, accompagne, met en perspective. Les médias offrent cette chance de pouvoir travailler sur l'échange de points de vue, l'argumentation, le débat, propos même de l'ECJS.

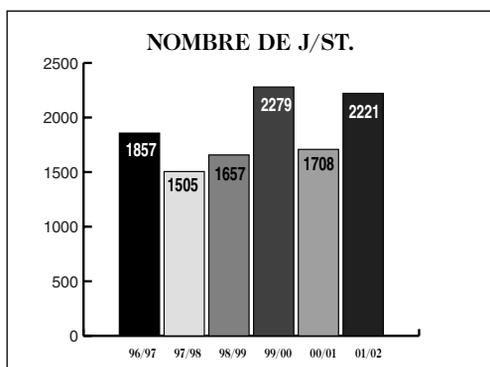
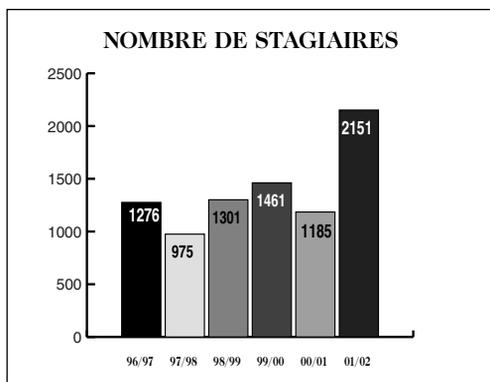
« La promotion (ou, si l'on préfère, la défense) de la démocratie tient en grande partie dans ce rapport d'implication à inventer au quotidien, dans une découverte et une appropriation par les jeunes de règles du jeu à respecter, sans doute à faire évoluer ». Jacques Gonnet, *Education et médias – Que sais-je* 1997.

Le Clemi est porteur de ce projet, autrement dit d'un projet politique dans lequel les enseignants d'ECJS peuvent facilement se retrouver. Il s'agit du projet ambitieux de former un citoyen mieux informé, plus exigeant, en mesure d'intervenir dans le débat social.

Marguerite CROS

## b) La formation initiale

Cette année, 19 IUFM (12 l'année précédente, 14 l'année d'avant) ont organisé des formations se rapportant à l'utilisation pédagogique des médias. Elles ont touché **2151 étudiants** (soit 2221 J/st), ce qui représente en moyenne 67 stagiaires par Académie (69 J/st).



Le nombre de stagiaires a significativement augmenté cette année (+ 81 %), confirmant et amplifiant les hausses de 98/99 et 99/00 (respectivement +33 % et +12 %) ; la durée moyenne des formations reste quant à elle stable (comme l'année dernière, plus de la moitié des formations ont une durée supérieure ou égale à un jour, alors qu'elles étaient moins d'un tiers dans ce cas les années précédentes). On trouvera en annexe (cf. annexe 12) un exemple de programme de formation courte (4h), intégrée dans un module plus large, consacré aux « Tice », organisé à l'intention des professeurs des écoles de seconde année, dans

l'ensemble des sites de l'IUFM d'Aix-Marseille ; cette sensibilisation, qui s'inscrit dans les préoccupations des futurs enseignants (notamment avec la référence au B21), prend aussi appui sur les démarches de recherche-action du Clemi, tel que le programme éducaunet, dont nous avons déjà parlé, et auquel l'académie d'Aix-Marseille est associée à travers l'équipe du Clemi .

L'arrivée en force de l'éducation aux médias dans les IUFM ne semble donc pas encore être pour demain. L'intérêt que le travail sur et avec les médias suscite dans le corps enseignant en général (cf. l'intérêt spontané manifesté pour la Semaine de la presse dans l'école) est pourtant manifeste et il est sans doute possible de sensibiliser un plus grand nombre de stagiaires à ces pratiques de classe, sans pour autant alourdir un programme de formation déjà très chargé. À cet égard, il nous semble intéressant d'évoquer l'initiative qui a été prise par l'IUFM de Carcassonne, dans l'Académie de Montpellier, où une journée banalisée a été organisée à l'intention de tous les PE2 en formation, sur le thème de l'éducation aux médias dans le premier degré (cf. annexe 13). On trouvera dans le texte encadré ci-contre, faisant écho au programme mentionné en annexe, le commentaire synthétique que fait de cette journée de formation, le directeur de l'IUFM de Carcassonne, à l'origine de cette opération.

Que s'agissait-il d'apporter à ces futurs enseignants en quelques heures ? D'abord, un cadre général de réflexion qui permette de situer les enjeux d'une éducation aux médias par rapport aux préoccupations des enseignants du primaire (en l'occurrence, l'éducation aux médias comme apprentissage fondamental), et des informations pratiques sur le Clemi en tant que centre de ressources. Puis dans un deuxième temps, des exemples concrets d'activités menées dans des classes, sous formes d'ateliers animés par des formateurs du Clemi. Enfin un témoignage de journaliste sur la pratique de son métier et sur l'articulation de celui-ci avec les préoccupations des enseignants

# Synthèse de la journée « Éducation aux médias dans le premier degré »

(IUFM du Languedoc-Roussillon, site de Carcassonne, mercredi 24 avril 2002)

## Une journée « Éducation aux médias » sur le site IUFM de Carcassonne

Souvent laissée à l'initiative des enseignants de lettres ou d'histoire, l'éducation aux médias n'a pas de place assignée dans le plan de formation des professeurs des écoles. Cependant, ateliers, modules transversaux, initiatives ponctuelles sont autant de solutions pour promouvoir des démarches pertinentes autour de l'information. D'où la journée organisée sur le site de Carcassonne par des formateurs IUFM et l'équipe académique du CLEMI.

### Pour quel public ?

Les professeurs des écoles achevant leur formation initiale étaient les destinataires de cette journée, située au troisième trimestre, dans un souci d'ouverture pédagogique et didactique. La présence des membres départementaux et académiques du CLEMI, particulièrement ceux exerçant dans le premier degré, avait été facilitée pour que soit assuré l'équilibre attendu entre repères théoriques et pratiques.

### Avec quels objectifs ?

Comment envisager l'influence des médias dans le traitement de l'information, la construction de l'opinion et de notre rapport au monde ? Comment résoudre l'écart entre école et médias, entre des modes de communication et d'acculturation radicalement opposés ?

En posant les quatre objectifs fondamentaux qui structurent l'éducation aux médias : comprendre que tout média est une entreprise inscrite dans un système économique et idéologique particulier, analyser les pratiques journalistiques, concevoir des documents audiovisuels pour appréhender les codes médiatiques, produire avec les médias pour mesurer les enjeux et les contraintes de la conception à la diffusion.

### Choix des contenus et du dispositif

Résolument en phase avec les programmes de l'école, ils concernaient le décryptage de l'information en relation avec les langages – écrit, oral, image. Ont été privilégiés, dans les ateliers, les comptes rendus d'expérience couvrant les trois

cycles (ex : *Produire de la radio en maternelle*, *Le Journal scolaire du papier au net* - cycle 3) et, en plénière, les échanges avec Jacques Gonnet, Directeur du CLEMI et Benoît Califano, journaliste, autour des questions d'impact et d'éthique journalistiques.

### Bénéfices didactiques

Le formateur de lettres trouve dans l'éducation aux médias – et les controverses qu'elle suscite – l'opportunité de reconsidérer le rapport à la langue (rapport au code, à la norme, influence sur les pratiques langagières des élèves, construction du sens commun), de ressentir l'importance de l'interaction des langages. Le discours médiatique est à entendre, à décrypter. Une vérité est à saisir, vérité des faits et des êtres au cœur même des manipulations possibles, vérité surtout des usages de la langue, de la fonction éminemment sociale des pratiques de lecture et d'écriture médiatiques, de la co-évolution des supports textuels et iconiques.

### Bilan

Sensibles au discours des professionnels des médias et des enseignants commentant leurs démarches pédagogiques, les stagiaires ont apprécié le temps réservé au dialogue et la disponibilité des intervenants. De leur côté, les formateurs ont porté sur les jeunes collègues un regard différent, mesurant dans leurs questions les résistances, les préjugés, mais aussi la lucidité manifestés à l'égard des médias et du rôle de l'école face à la pression médiatique. Autant de constats qui doivent alimenter notre réflexion en matière de recherche et de formation.

### Le mot du responsable de site

L'intérêt de ce type d'apport en formation est évident pour qui veut répondre au désir de confrontation des stagiaires avec des pratiques à la fois reconnues et balisées (création des journaux scolaires) mais aussi plus singulières (*Produire de la télévision*, *Internet*, *un média*). Dans une société qui ne cesse de s'informer, de s'imager, un enseignant doit savoir déchiffrer les visibilités médiatiques.

Yves SOULÉ



# Benoît Califano

Journaliste indépendant

**Benoît Califano, parcourt les chemins de traverse de sa profession. Journaliste de radio (reporter de Là-bas si j'y suis sur France Inter) journaliste de télévision (France5 et Arte Info), Il est aujourd'hui réalisateur. Formateur au Centre de Formation et de Perfectionnement des Journalistes, il accompagne depuis de nombreuses années l'éducation aux médias dans l'École. Son exigence professionnelle est un atout important dans les formations d'enseignants.**

**Pourquoi, de votre point de vue de professionnel des médias, former des enseignants à l'éducation aux médias ?**

Nous ne sommes pas tous égaux face à l'information, et le rapport intime que nous entretenons avec les médias est un rapport complexe et contradictoire. En tant que journaliste, je suis très souvent confronté à des réactions de fascination-répulsion qui sont parfois d'une grande violence. Et je m'inquiète de voir circuler cette idée du « tous pourris », cette impression de « cinquième colonne » qui conduit bien des gens à un scepticisme tel, qu'ils en arrivent à rejeter l'un des actes fondamentaux de tout citoyen, s'informer. Le scepticisme n'est pas l'esprit critique. Il n'est pas porteur d'exigence mais de rejet.

Chez les adolescents souvent égocentrés, s'informer n'est pas un réflexe premier, surtout dans un contexte familial enclin à un rejet des médias. Former des enseignants à une éducation aux médias, c'est accompagner l'école dans son éducation politique des citoyens en devenir, en construisant une réflexion sur la complexité du monde. C'est remplacer la question du « s'informer ou pas » par celle du « comment et pourquoi ». C'est donner des outils aux enseignants pour affronter la montée de l'insignifiant. C'est accompagner les élèves dans la construction d'un regard intelligent et compétent qui se donne les moyens de déceler l'essentiel dans le vaste négligeable.

**Qu'est ce qui est le plus difficile à transmettre à des enseignants et pourquoi ?**

Les enseignants ne sont pas épargnés par le

scepticisme médiatique général. Mais ceux que nous rencontrons lors de formations sont bien souvent conscients de la mission de l'école dans l'appréhension de l'univers médiatique. La première difficulté est d'éviter le débat stérile et dominant sur la qualité objective d'une information et d'un journaliste. Il faut donc tout à la fois, être iconoclaste et constructif. Faire comprendre qu'un reportage n'est qu'une représentation totalement reconstruite de la réalité, mais que cette représentation doit avoir pour ambition de donner du sens à un événement. Convaincre que reconstruire n'est pas trahir, et qu'un reportage s'inscrit dans un contexte d'informations, comme un journaliste dans un système médiatique.

**Qu'est ce qui vous tient le plus à cœur de transmettre ?**

Qu'un journaliste n'est pas une machine à informer, froide et dénuée de regard et d'émotion. Qu'objectivité et déontologie ne sont pas les deux mamelles du traitement journalistique. À partir du moment où ceci est acquis, on peut commencer à réfléchir sérieusement sur l'information, et sur la part active que doit prendre le récepteur dans son parcours médiatique quotidien. Être informé demande du temps, de la réflexion, de la compétence et de l'envie.

**Qu'est ce que ça vous apporte personnellement et dans votre pratique professionnelle ?**

Le journalisme n'est pas que techniques. C'est aussi un apprentissage long et empirique où l'appréhension complexe du monde se confronte à un vécu, une mémoire, un savoir et des émotions. Expliquer, décrire et transmettre notre pratique professionnelle, c'est devoir verbaliser et donc conceptualiser une démarche dont une grande partie est inconsciente et instinctive. Cette introspection nécessaire impose donc une réflexion forte sur notre métier. La course à l'information prend souvent le dessus sur le temps de la réflexion. La formation oblige à s'arrêter pour se regarder courir.

Benoît CALIFANO

et les attentes des élèves. Sans doute est-ce là l'occasion d'insister sur l'implication des formateurs, enseignants ou journalistes, qui travaillent avec le Clemi sur les pratiques d'éducation aux médias, sur leur engagement au service de l'École et de la Démocratie, en proposant un portrait, page ci-contre, celui d'un journaliste indépendant, collaborateur de longue date des enseignants engagés dans des démarches d'éducation aux médias.

Pour revenir aux chiffres, rappelons comme nous le faisons chaque année qu'ils ne rendent pas compte de tout ce qui peut se faire en matière d'éducation aux médias dans les IUFM, mais uniquement des formations dispensées dans ces organismes par les formateurs du Clemi (qui sont, dans leur quasi-totalité, extérieurs aux IUFM). Les formations se répartissent dans des proportions similaires à celles de l'année dernière en ce qui concerne le niveau d'intervention (97 % ont lieu en seconde année, -83 % l'année dernière, 78 % l'année précédente) et la nature du public, majoritairement constitué de professeurs des écoles (61%). 75 % des formations réalisées le sont dans le cadre d'un enseignement obligatoire. Les disciplines sont assez bien représentées dans les contenus, même si elles ne constituent qu'une minorité des entrées (21 % des formations) ; c'est toujours la documentation qui se retrouve en tête des matières concernées (8,3 % des stagiaires), loin devant les lettres (6 % des stagiaires), l'histoire-géographie (3,5 %), les sciences économiques et sociales (1,9 %) et les fonctions éducatives (0,8 %).

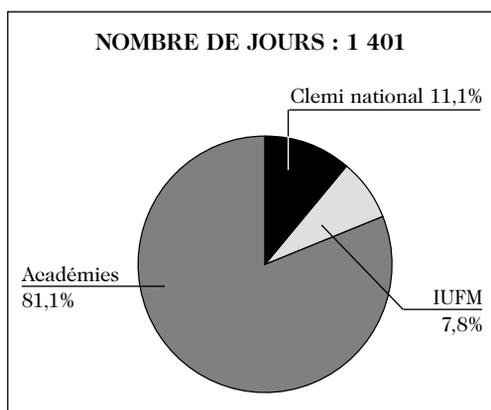
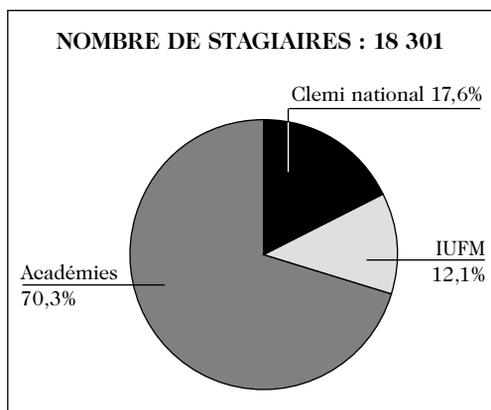
Signalons aussi que, comme dans le cadre de la formation continue, certaines des interventions du Clemi en formation ini-

tiale se présentent sous des formes qui relèvent davantage du conseil, de l'accompagnement ou dans des dispositifs de tutorat, pour guider des stagiaires qui ont choisi, par exemple, de consacrer leur mémoire professionnel à des activités pédagogiques faisant appel à l'utilisation des médias (19 cette année). Parmi les thèmes recensés cette année dans ce cadre, on en relèvera quelques-uns, tels que « *La revue de presse, outil pédagogique* » ou « *La presse écrite au CDI* ».

Un certain nombre d'interventions sont transversales, communes aux professeurs des écoles et aux professeurs des lycées et collèges, et abordent l'éducation aux médias sous une forme générale (« *La presse en ligne* » ; « *Les grands médias nationaux* ») ; d'autres, plus particulièrement destinées aux futurs professeurs des lycées et collèges prennent en compte, comme pour la formation continue, les nouveaux dispositifs d'enseignement (« *ECJS et interdisciplinarité* ») ; les apports disciplinaires, comme on l'a vu plus haut, restent modestes et circonscrits à quelques matières, dont principalement la documentation (« *L'enseignant documentaliste et la presse* »), l'histoire géographique (« *Les médias dans le cours d'histoire géographique* » ; « *Photographies de presse, dessins d'actualité et affiches politiques* »), les lettres (« *Le professeur de français : professeur de tous les textes et de tous les discours* »), les sciences économiques et sociales (« *Les médias dans le cours de sciences économiques et sociales* ») ; le thème de l'image d'information est abordé dans plusieurs modules (« *Images et médias d'information* ») ; ils peuvent se présenter sous forme de contributions spécifiques ou sous forme de collaboration entre un enseignant de l'IUFM et un formateur du Clemi.

### III) Bilan chiffré

#### a) Répartition des principaux types de formations

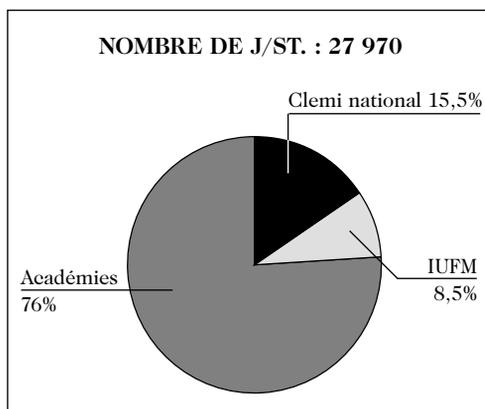


Les chiffres de cette année sont supérieurs de 6,5 % à ceux de l'année dernière, cette hausse étant essentiellement le fait de la variation d'activité au niveau national et en formation initiale, que nous avons déjà commentée.

#### b) Évolution du nombre de stagiaires sur les 5 dernières années

Le nombre des stagiaires progresse par rapport à l'année passée, renouant avec le mouvement de hausse régulier des années antérieures. La part des activités académiques y est déterminante, même si cette année la contribution de la formation ini-

tiale et celle du Clemi national sont plus importantes qu'à l'accoutumée (cf. diagramme p. 27).



#### c) Les publics de la formation

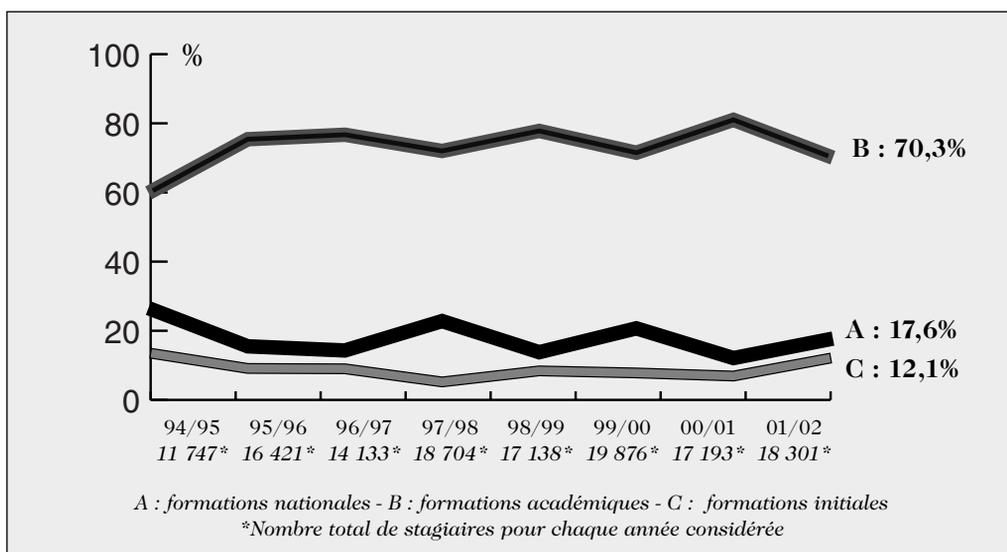
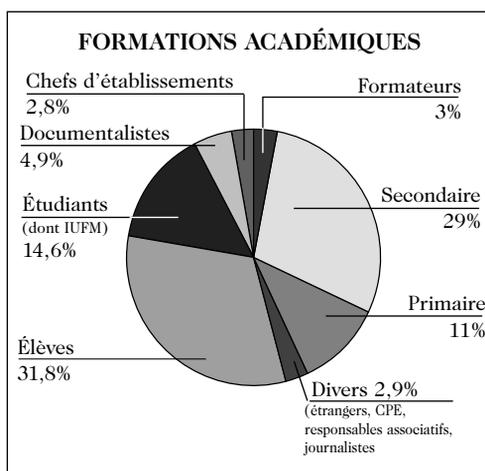
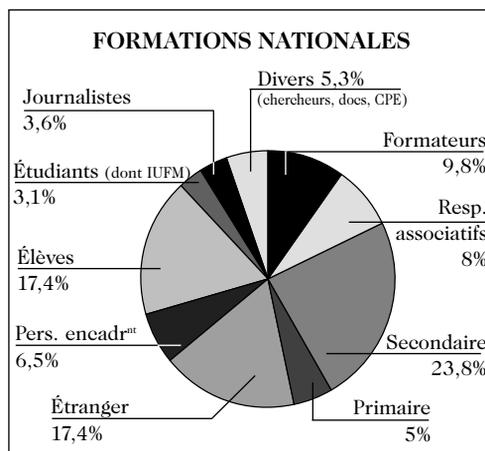
Nous retrouvons, à quelques nuances près, certaines des caractéristiques mises en lumière les années précédentes ; des infléchissements sont cependant perceptibles : Les enseignants du secondaire représentent toujours la part prépondérante (29 %) des stagiaires (élèves mis à part), retrouvant même cette année son niveau d'il y a 3 ans (31 %), alors qu'il était tombé à 20 % l'année dernière. Les enseignants du primaire, de leur côté, voient leur part respective continuer à décroître comme au cours des dernières années, passant de 16 % il y a deux ans, à 14,5 % l'an dernier et à 11 % cette année.

Ce tassement ou cette stagnation des catégories traditionnelles de stagiaires s'accompagne d'une diversification des publics, à la fois au sein de la communauté éducative et hors de celle-ci :

1) **Au sein de la communauté éducative**, notons tout d'abord la présence significative des personnels d'encadrement (notamment dans les actions du Clemi national) dans les dispositifs de formation. Signalons aussi la présence, déjà évoquée l'année dernière, des Conseillers d'orientation psychologues dans plusieurs formations académiques, et certaines initiatives menées dans le domaine de l'éducation à l'orientation : c'est ainsi que

le Clemi de l'académie de Nantes apporte sa contribution à l'organisation du salon des formations et des métiers, « *Formasarthe* » en faisant réaliser par des élèves de lycée professionnel, pendant la durée du salon, un petit quotidien qui rend compte à l'intention des visiteurs, des points forts du salon. Quelle meilleure manière de se documenter sur les formations et les métiers leur correspondant que de se retrouver dans le rôle d'un journaliste et de mener des interviews auprès des exposants ?

**2) À la périphérie de celle-ci**, avec la présence, parmi les personnes reçues en stage, de personnels administratifs, d'animateurs appartenant à divers réseaux associatifs notamment dans le cadre du programme Educaunet dont nous avons déjà parlé (Francas, Cemea, Fol, Udaf). Mentionnons aussi une collaboration entre le Clemi et la Cité des sciences à Paris, portant sur la formation des animateurs de la « Cyber base », destinée à les aider à mettre en place un certain nombre d'activités en direction du grand public et du public scolaire (Apprendre à se repérer parmi les nombreux sites d'information, initier à la création de pages ou de mini-sites consacrés à l'information...)



**3) En direction de publics enseignant hors de France**, soit en établissement scolaire, soit dans des alliances ou des instituts français. Comme nous l'avons dit plus haut, il ne s'agit pas, dans les académies, d'un public très important, mais les programmes de formation mis en place sont souvent originaux et doivent répondre à des demandes spécifiques. C'est ainsi, par exemple, qu'un stage a été organisé à la demande de l'institut français de Budapest pour la formation de professeurs de français hongrois sur le thème de la compréhension orale (cf. annexe 14). En l'occurrence c'est bien évidemment l'oral radiophonique qui a été la pierre angulaire des activités proposées, pour la plus grande satisfaction des stagiaires.

#### **IV) Les contenus de la formation continue**

Ce qui caractérise l'offre de formation continue dans les Académies, c'est sa richesse et sa diversité ; l'une des manières de s'en convaincre est d'aller consulter les pages web consacrées au Clemi dans les sites académiques. Par-delà cette diversité, quelques grandes tendances se dégagent, que l'on retrouve d'année en année, avec certains inflexions dus à l'évolution des priorités et des préoccupations pédagogiques.

Ces tendances se concrétisent dans l'existence de quelques grandes familles thématiques. Nous avons déjà consacré un développement spécifique aux stages qui faisaient porter l'accent sur la pertinence de l'éducation aux médias pour la mise en place des nouveaux dispositifs. Passons rapidement en revue les autres familles thématiques :

##### **a) La presse écrite et le journal scolaire : des activités fondamentales**

**1) Le journal scolaire est un thème de formation à « géométrie variable »**, car il permet de choisir de nombreux « angles » pédagogiques ; il représente de ce fait une part

significative des stages réalisés (19,6 %). Thème en soi (« Réaliser un journal scolaire », « concevoir un journal scolaire »), point de départ pour une mise en perspective (« Journal scolaire : quels enjeux ? » ; « Réaliser un journal : une action citoyenne ») ou encore dispositif d'animation ou de communication dans le cadre d'une activité pédagogique plus large (« Le journal scolaire : projet de journal scientifique », « Mettre en place le journal du réseau d'éducation prioritaire »), il est perçu et appréhendé dans le prolongement direct de la presse écrite d'information.

Ce n'est pas seulement l'aspect pédagogique qui est abordé à travers ces formations, mais aussi des notions touchant davantage aux questions d'expression, de liberté de parole, des droits et des devoirs du journaliste dans le contexte particulier de la presse lycéenne (« Création d'un journal lycéen », « Accompagner la prise de parole des lycéens dans l'établissement ») (cf. annexe 15).

Le journal d'école est souvent étroitement lié au projet d'école (« Du projet d'école au journal scolaire ») et il vit souvent grâce à l'implication, l'engagement même, d'instituteurs ou de directeurs d'école qui font par ailleurs profiter leurs collègues du premier ou du second degré, de leur expérience et de leur réflexion sur la place et le rôle des médias dans l'école. Ces enseignants-formateurs, nous voudrions leur donner vie en présentant ci-contre le portrait de l'un d'eux, directeur d'école dans l'académie de Montpellier.

**2) Avoir un projet de journal scolaire**, c'est d'abord se pencher sur la presse des adultes (« Utilisation d'un quotidien à l'école » ; « L'utilisation d'un quotidien régional en classe au collège » ; « La variété de la presse » ; « Apprendre avec la presse » ; « La presse : enjeux et méthodes »). Cela représente 12 % des formations. C'est ensuite apprendre à la connaître et à maîtriser certaines techniques d'écriture (« Les différents écrits avec la presse » ; « Écrire

# Martial Casino

Directeur d'école



**Martial Casino est le directeur chaleureux et dynamique d'une école de village aux alentours de Montpellier, celle dont chacun d'entre nous rêve pour y scolariser ses enfants... Depuis des années il anime avec passion un journal d'école « Le petit curieux », C'est un formateur engagé, qui a le sens du projet et de l'équipe.**

## ***Pourquoi vous paraît-il important de former des enseignants à l'éducation aux médias ?***

Je poserai en préambule le constat que les médias, les techniques de communication au sens large, ont pris une place importante et cruciale au sein de la société en général et plus particulièrement dans le quotidien de tout un chacun.

Les jeunes entre autres sont particulièrement exposés et il semble logique que l'Ecole puisse contribuer à développer leur regard critique afin de les aider à dépasser le stade de simples consommateurs passifs. L'enjeu, politique, est de taille puisque amener les jeunes à mieux comprendre le Monde, conditionne l'avenir de la démocratie et de la société de demain dans laquelle ils seront devenus acteurs à part entière.

Former les enseignants, trop souvent encore, engoncés dans des représentations, dans un statut de transmission des savoirs, rigidifié par les exigences du "programme", me semble important, car c'est la place même de l'enseignant face à ses élèves qui est en jeu.

Les jeunes vivent avec les médias, apprennent avec les médias, et constat non négligeable sont motivés par l'éducation aux médias. Pourquoi s'en passer ?

Enseigner autrement est l'enjeu majeur de l'éducation aux médias, et ne rentre pas en contradiction avec la mission de l'Ecole, à savoir la transmission des savoirs, des savoir faire et des valeurs.

## ***Qu'est ce qui vous paraît le plus difficile à transmettre par rapport à votre pratique d'enseignant ?***

Le plus difficile est certainement de leur montrer que le travail avec, sur, ou à la manière des médias n'est ni une perte de temps, ni en contradiction avec les textes officiels.

Le plus difficile est également de leur faire admettre qu'ils doivent accepter parfois de ne pas savoir. Troisième point la difficulté pour

certain d'accepter d'appréhender l'étude aux médias au niveau transversal, dans le cadre d'une interdisciplinarité, d'un travail d'équipe.

## ***Quelles sont les résistances ou les réticences les plus fréquentes des enseignants ?***

Les réticences sont souvent en rapport avec les points ci-dessus, mais il convient également d'ajouter que bon nombre d'enseignants, sans oser le formuler directement, trouvent les médias "dangereux" et l'éducation aux médias une trop grande prise de risques.

Alors, l'argument très souvent avancé est que le manque de formation fait cruellement défaut, ce qui n'est pas totalement inexact.

Enfin, je crois que la résistance primordiale reste la difficulté de mettre en place des projets d'équipes, au sein des établissements notamment au collège et au lycée.

## ***Est ce que votre pratique de formateur enrichit ou non votre pratique d'enseignant dans ce domaine et comment ?***

Bien évidemment ! L'échange de pratiques permet la construction de nouveaux outils et encourage la recherche personnelle, l'expérimentation. Je ne pense pas qu'il y ait des recettes clé en main au niveau de l'éducation aux médias, mais avec le recul, le plus enrichissant est d'arriver à adapter, à s'adapter en fonction des élèves, des objectifs poursuivis et de la réalité du terrain.

Autre aspect non négligeable, l'apport des enfants eux mêmes, certes perturbant parfois, mais qui prouve si besoin était, leur totale adhésion à des projets qui donnent du sens à leurs apprentissages.

Enfin, le rôle de formateur entraîne je pense, une distanciation plus critique par rapport à notre propre pratique de classe. Dans l'autre sens, le formateur aura face aux enseignants un discours théorique enrichi par l'expérience du terrain...par du concret, souvent apprécié des collègues surtout lorsqu'il est accompagné d'une bonne dose de passion.

Martial CASINO

# Opération "kiosques dans les établissements scolaires"

(Académie de Nancy-Metz)

## GENÈSE DU PROJET :

Dans son communiqué de presse du 27 mars, Monsieur Jack LANG, ministre de l'Education nationale, a déclaré souhaiter que la presse écrite devienne un outil éducatif naturel pour l'ensemble des élèves à tous les niveaux. C'est pourquoi il proposait d'implanter, de façon expérimentale dès la rentrée 2001, des kiosques à journaux dans un certain nombre d'établissements scolaires. Les élèves de ces établissements devaient disposer quotidiennement et gratuitement d'une dizaine de titres de la presse nationale et régionale (quelques écoles maternelles recevant des titres de la presse éducative enfantine).

Le projet « kiosque » n'ayant pas abouti au niveau national, nous avons soumis notre proposition à l'Institution (DESCO et Mission Innovation et IUFM) et proposé une action recherche dans le cadre du PARI (programme académique de recherche et d'innovation).

C'est finalement grâce au soutien du rectorat et l'engagement de la direction de la pédagogie que les kiosques ont pu fonctionner dans 7 établissements du secondaire de notre académie. La subvention exceptionnelle de 4000 F (610 €) accordée à chaque établissement a permis d'approvisionner régulièrement les kiosques pendant une dizaine de semaines avec les principaux titres de la presse parisienne ; Le Monde, Libération, Le Figaro, L'Humanité, Aujourd'hui (ex Parisien), La Croix, L'Equipe, France-Soir, La Tribune ont été les quotidiens les plus souvent choisis. Plusieurs établissements ont complété leur sélection avec quelques hebdomadaires comme L'Express, Le Nouvel Observateur ou Le Canard Enchaîné. La presse régionale (Est Républicain, Républicain Lorrain et Liberté de l'Est) était évidemment présente.

## LISTE DES ÉTABLISSEMENTS CONCERNÉS

- Lycée J. Callot, Collège J. Callot à Vandoeuvre (54)
- Lycée R. Poincaré, Collège R. Poincaré à Bar le Duc (55)
- Collège Pilâtre de Rozier à Ars sur Moselle (57)
- Lycée G. de la Tour et Collège G. de la Tour à Metz (57)
- Lycée et Lycée professionnel La Briquerie à Thionville (57)
- Collège J. Ferry et SEGPA à Woippy (57)
- Collège E. Triolet et SEGPA à Thion (88)

## DÉROULEMENT DE L'OPÉRATION « KIOSQUES »

En raison de l'arrivée relativement tardive de ces kiosques, la mise en route du travail pédagogique pour les exploiter n'a pas été toujours des plus simples, les équipes étant déjà engagées dans d'autres projets. Pour assurer la réussite de cette action, un accompagnement des établissements a été proposé par le réseau Clémi. Il concernait :

### Le fonctionnement du kiosque.

La réception quotidienne d'une dizaine de titres de la presse nationale et régionale a soulevé

- des problèmes liés à la réception, la gestion et au stockage /archivage de ces quotidiens.

- des problèmes d'organisation pour assurer l'accès à ces ressources : accès collectif par des classes entières, encadrées par leurs professeurs, les documentalistes ou les intervenants extérieurs ; ou accès individuel, fondé sur le volontariat pour une lecture « plaisir » ou dans le cadre d'une recherche documentaire personnelle.

Dans tous les cas, le kiosque a été géré par la ou le documentaliste. C'est lui qui a abonné l'établissement aux différents quotidiens (ou magazines), qui a mis à disposition, classé, archivé, organisé l'espace, géré le planning d'accès pour les classes ou groupes constitués, etc.. Finalement, une solution a toujours été trouvée aux difficultés qui apparaissaient çà ou là.

### L'exploitation pédagogique.

Les réflexions menées avec les différentes équipes, les préparations de quelques outils ont conduit à un véritable foisonnement d'activités autour des kiosques. Avec des objectifs disciplinaires ou interdisciplinaires, la presse étant un outil au service d'un enseignement disciplinaire ou objet d'étude, les enseignants ont fait preuve de beaucoup de créativité et d'imagination. De nombreuses classes ont travaillé sur l'image au travers de la photo de presse ; Les images du 11 septembre étaient encore très présentes et des outils particulièrement pertinents sont à présent à la disposition des enseignants sur Internet. Le site de Tocsin ( [www.tocsin.net](http://www.tocsin.net) ), site critique et pédagogique sur l'information et les médias est à ce titre exemplaire. D'autres classes se sont intéressées à la notion de point de vue, de genre, d'objectivité, ....

D'autres ont étudié la mise en page, en particulier celle de la une. D'autres encore se sont intéressées à la

publicité dans un journal. De nombreuses activités thématiques, sport, économie, santé, justice ou encore le repérage des offres d'emplois des entreprises au niveau local, régional ou national par les élèves de LP, ..., ont vu le jour.

Les kiosques se sont aussi révélés être d'intéressantes sources d'informations en particulier dans le cadre de certains dossiers TPE ou sujets d'ECJS. Il est vrai que les différentes campagnes électorales ont été particulièrement favorables et riches. Les élèves ont trouvé dans la presse des informations variées pour argumenter leurs débats.

La revue de presse fut incontestablement l'activité qui connut le plus de succès. Quelle soit générale ou thématique, elle autorise une grande diversité d'approches et d'exploitations, travail de synthèse, travail sur l'oral, le style, etc..

Les métiers de la presse. Dans le cadre de l'éducation aux choix ou de l'entrée dans la vie active, plusieurs classes ont étudié les métiers des différents professionnels qui interviennent dans la confection et la diffusion d'un journal. Plusieurs visites de journaux ont été programmées.

Des exemples d'activités, d'outils conçus pour l'occasion seront mis en ligne sur le site du Clemi-Lorraine.

#### LA MISE EN PLACE D'UNE ÉVALUATION.

Pour cette première expérience, limitée dans le temps, il ne nous a pas été possible de concevoir des outils spécifiques d'évaluation. Par contre il apparaît clairement que :

- Le kiosque n'est réellement efficace que s'il existe déjà dans l'établissement une certaine « culture des médias » ce qui fut le cas dans 6 établissements sur 7.
- Le kiosque nécessite une gestion matérielle assez stricte : retirer les journaux chez le depositaire plutôt que d'attendre le passage de la poste, concevoir un dispositif pratique pour l'accès aux journaux et assurant sa conservation (tourniquets ou bâtons de lecture, ) classement quotidien, etc..
- Il faut construire un dispositif de communication efficace entre le documentaliste et les enseignants des différentes disciplines,
- L'aspect le plus positif de l'opération réside dans son caractère de « permanence ». C'est une opération inscrite dans une durée. L'enseignant n'a nul besoin de bouleverser sa progression pour utiliser les ressources du kiosque. Les élèves qui le désirent ont accès tous les jours au journal du jour ; ils peuvent suivre le développement de l'actualité, qu'elle soit sportive, économique, politique ou autre : une bonne source de motivation pour la lecture.

Le journal étant plus critiquable qu'un manuel scolaire, la possibilité de diversifier les sources grâce au kiosque conduit les élèves à prendre une certaine distance par rapport à leur lecture ; une étape vers le citoyen autonome et actif ?

Jean-Marie GÉRARD, Jean-Yves BEY

*pour être lu » ; « Réaliser un reportage » ; « La revue de presse un outil pédagogique ») afin, pourquoi pas, de permettre à des élèves de devenir correspondants ou collaborateurs occasionnels d'un quotidien régional (« Formation à l'écriture de presse en vue de la rédaction d'articles pour le journal Typo » ; « Travailler avec un quotidien régional »).*

Le travail sur et avec la presse dans un établissement scolaire sera d'autant plus facile que celle-ci sera accessible dans sa diversité. Comment en effet, par exemple, travailler sur la revue de presse sans avoir sous la main plusieurs titres du jour à partir desquels organiser le travail ? Cette remarque de bon sens a incité certains établissements à réfléchir sur l'installation de kiosques à journaux, régulièrement alimentés par des titres de la presse nationale et régionale, en leur sein : quels seraient les gains pédagogiques engendrés par leur présence ? À quelle(s) condition(s) ? Quelles en seraient les incidences, notamment en termes logistiques ?...etc . Ces questions ont été abordées à l'occasion d'une série de stages programmés dans toute l'académie de Nancy-Metz, en prévision de la mise en place de ces kiosques dans une série d'établissements qui en avaient accepté le principe. On trouvera dans l'encadré ci-contre le compte-rendu de cette opération de formation qui allie étroitement des considérations d'ordre pédagogique, portant sur le travail avec la presse, avec des considérations relevant de la vie scolaire.

**3) C'est enfin passer insensiblement et très naturellement du support-papier au support écran, d'une technologie à une autre (« De la presse écrite à la presse en ligne »), en se familiarisant avec les médias en ligne, en apprenant dans un premier temps à les identifier et à les lire (« Les médias en ligne » cf. annexe 16 ; « Les nouveaux médias » ; « Lecture critique de l'information sur Internet »), puis dans un deuxième temps, en se lançant dans l'aventure de l'écriture et de la communication.**

Dans ce passage de l'un à l'autre, la continuité qui s'instaure d'un média à l'autre est soulignée, de même que la continuité du projet pédagogique qui sous-tend ces démarches. Les stages qui font explicitement référence à l'utilisation d'Internet dans le cadre d'un projet d'écriture médiatique, représentent 7,5 % des formations.

Si l'on fait la somme des pourcentages évoqués ci-dessus, on parvient à un total de 39 % des formations dont on peut dire qu'elles sont prioritairement consacrées à l'écrit, et à son support médiatique privilégié, la presse écrite.

### **b) Internet et l'information en ligne : une place à part entière**

On l'a vu à propos de la presse écrite, ce domaine est perçu comme le prolongement naturel des activités liées à l'écrit et le nombre de formations qui s'y réfèrent explicitement (7,5 %) en fait un ensemble aisément identifiable. La formation est concernée par Internet à des titres divers : le web peut tout d'abord fonctionner par rapport à celle-ci comme outil de communication et d'information, en donnant à connaître les offres de formation existant dans le domaine de l'éducation aux médias (cf. les pages consacrées au Clemi et à ses activités sur les sites académiques). Il peut aussi être étudié comme média à part entière, et à ce titre susciter de nouveaux questionnements (cf. « *Connaître le média Internet* » ; « *Aspects éthiques et juridiques d'Internet et des médias en ligne* »). Il peut prolonger les projets de communication des élèves en donnant à ceux-ci à la fois plus de visibilité et plus de souplesse en termes de partenariat (cf. « *Créer son cyberjournal* » ; « *Réaliser un journal scolaire : du journal-papier à sa mise en ligne sur le web* »). Ces stages, dans le prolongement de ceux qui sont consacrés au journal scolaire, permettent de prendre en compte les paramètres spécifiques à ce média particulier qu'est Internet. Ils sont d'ailleurs particulièrement nombreux et représentent 27 % des formations concernant le thème du journal sco-

laire. Internet peut enfin fonctionner comme outil de formation, en apportant au formateur, par le biais notamment du site du Clemi national et de certaines des pages de ses équipes académiques, des aides et des documents utilisables dans le cadre de la formation mise en place.

### **c) La Semaine de la presse à l'école : un passage obligé**

Les stages qui s'inscrivent explicitement dans le cadre de la préparation de ce moment fort des pratiques pédagogiques liées à l'éducation aux médias représentent 7,5 % . Comme l'année dernière, on retrouve des intitulés tels que « *Préparer la 13<sup>ème</sup> SPE* », « *Réussir la SPE* », « *Le projet pédagogique de la SPE* ». Mais on y trouve aussi des intitulés qui prennent de manière explicite appui sur le thème qui avait été proposé l'année dernière : « *Préparer la SPE : l'image d'information* », ou qui soulignent que ce rendez-vous offre aux enseignants l'opportunité d'expérimenter une autre approche de l'enseignement (« *Travail autonome des élèves, travail en équipe des enseignants : la SPE* »)

La Semaine de la presse est à ce point devenue un moment significatif dans les activités pédagogiques des enseignants qui travaillent avec les médias, que sa présence, en tant que contenu de formation, a acquis une sorte d'autonomie ; on ne la mentionne pas seulement de manière circonstancielle, avant qu'elle n'ait lieu, mais de manière plus générale, comme un élément constitutif de toute formation à l'éducation aux médias.

### **d) Des images à l'école**

Avec 21,5 % des formations qui lui sont consacrées, l'image, sous ses différentes formes, est toujours un thème important dans les formations proposées et réalisées. Son poids s'est légèrement accru cette année, vraisemblablement sous l'influence du thème proposé par la Semaine de la presse. Elle est abordée sous différents angles :

- La production d'images animées (cf.

« Réaliser un journal vidéo » ; « Produire un JT » ; « Réaliser un reportage audiovisuel ») -5,6 %- ;

- Les images du journal télévisé, en tant que dispositif emblématique de fabrication de l'information (cf. « Utilisation pédagogique du journal télévisé », ou encore, « le JT : une information à décrypter », « Construire un projet autour de l'information et du JT ») -9,8 %- .

- L'analyse de l'image d'information : cette activité est assez souvent corrélée avec la notion de citoyenneté (cf. « L'image d'information comme éducation à la citoyenneté » ; « École et citoyenneté : les images d'information »). C'est, bien sûr, l'**image animée** (« L'impact des images télévisées » ; « L'image dans l'information télévisée »), mais c'est d'abord l'**image fixe** que l'on trouve dans la presse écrite, photo de presse, dessin de presse ou infographie (cf. **annexe 17** : « Images de presse » ; « Commenter/illustrer : le rapport texte/image dans la presse »). Il est assez remarquable de constater que sur les 54 formations consacrées explicitement à l'image, un quart porte explicitement sur l'image de presse, un autre quart évoque l'image dans les médias, sans préciser, et un tiers porte sur l'image, sans autre précision (« Pédagogie et image » ; *L'image en classe* » ...). Il nous semble que l'image, comme thème de formation ou comme support d'activité pédagogique, fait dans de nombreux cas partie d'une réflexion née de l'écrit et de sa pratique. C'est ainsi que le journal scolaire peut être le point de départ d'une réflexion sur la place de l'image (« Images et journal d'école »). La capacité à lire l'image fait partie de la maîtrise des langages (« Les médias pour apprendre les langages : écrits, parlés, en images »). Elle peut fonctionner comme levier pour favoriser l'expression orale (« Analyser l'image pour mieux travailler l'oral »).

Cet itinéraire qui va du journal scolaire à l'image de presse, d'une réflexion sur l'écrit à une réflexion sur les langages, il nous semble que nous en retrouvons trace

dans ce portrait chaleureux d'une formatrice de l'académie de Bordeaux que nous en dresse rapidement un de ses collègues de l'équipe académique du Clemi (voir page suivante).

### e) Quelques domaines ou publics spécifiques

Quelques formations se retrouvent d'une année sur l'autre, même si elles ne sont pas très nombreuses ; ce qui compte ici, ce n'est pas leur volume, mais la régularité avec laquelle elles sont programmées, indice d'un besoin constant et d'une demande sans cesse renouvelée :

**1) Chaque année, une dizaine de stages sont organisés autour des questions relatives à la radio.** Celle-ci souffre d'un double handicap : en tant que média, elle est souvent occultée au profit de la presse écrite et de la télévision ; en tant que projet scolaire de production médiatique, elle demande des efforts d'investissement en infrastructure qui ne la rendent pas immédiatement accessible, à la différence de l'écrit. Serait-elle en train de surmonter ces handicaps ? le nombre de stages organisés autour de ce thème continue à croître (28 cette année, 17 l'année dernière et 7 l'année précédente), et ils représentent 8,5 % des formations mises en place (4,9 % l'année dernière)

**2) De même, un petit nombre de stages sont organisés chaque année en liaison avec certains champs disciplinaires ou professionnels** (11 stages cette année, soit 3,3 % des formations) : parmi les domaines de compétence concernés, on trouve celui des historiens-géographes (cf. « Histoire et médias : l'information médiatique, une source pour l'histoire »), celui de l'éducation civique (« Médias et éducation civique au collège », cf. **annexe 18**), celui des langues vivantes, l'anglais (« Utiliser la presse anglo-saxonne en cours d'anglais »), l'allemand (« Utiliser les médias pour les assistants d'allemand »), celui des sciences économiques et sociales (« Économie et



# Michèle Escarpit

Formatrice de l'Académie de Bordeaux

## Freinet.net

**T**oute petite, Michèle Escarpit est tombée dans un bain de presse. Son père, Robert, fut correspondant au Mexique puis billettiste du Monde, critique littéraire pour de nombreuses revues, fondateur de l'IUT de journalisme de Bordeaux. Sa sœur, elle, fera carrière à l'Humanité. Pour fuir les luttes de pouvoir au sein de la famille, « par instinct de survie » précise-t-elle, elle choisira rapidement d'autres rivages, ceux de la littérature. Puis elle devient professeure de français.

Mais bon sang d'encre ne saurait mentir. Adeptes de Freinet, dès son premier poste au collège de Castillon-la-Bataille en 1967, elle lance un journal scolaire et travaille avec et sur la presse écrite. A l'époque, cet outil pédagogique n'est pourtant guère en odeur de sainteté dans l'Education Nationale. « J'avais, il est vrai, dans mon établissement une liberté totale d'action. » Elle aura parfois quelques remarques parentales acerbes sur le fait que ses élèves lisent l'Humanité en classe. « Curieusement, jamais quand j'utilisais le Figaro ou France Soir ! » s'amuse-t-elle.

L'élève citoyen restera toujours au cœur de ses préoccupations, et les publications scolaires jalonneront toute sa carrière. Elle participera notamment à la réalisation du journal de l'école primaire de Mouliets qui deviendra celui du village. « Une expérience vraiment formidable ». Lors de la création du CLEMI en 1982, Michèle Escarpit postule pour obtenir une formation

longue mais, quand elle apprend que son père est le président du jury qui doit désigner les stagiaires, elle retire sa candidature. « Je suis néanmoins rapidement intervenue comme formatrice. Je me suis alors aperçue que mon travail, que je considérais comme marginal, intéressait en fait les enseignants. Il m'a donc fallu clarifier ma démarche. »

Avec Maryvonne Hargous – coordinateur du CLEMI - et Max Gaillard, elle met en place le réseau académique de cet organisme, crée une publication avec dix-sept écoles et collèges de la ZEP de Castillon, sillonne les écoles – sur son temps libre ! - pour aider à la création de publications scolaires. Elle sera de toutes les aventures : le journal international bilingue FAX, Cybermag sur Internet... Et elle n'a évidemment raté aucune Semaine de la Presse dans l'Ecole.

Malgré la retraite qui se profile aujourd'hui, son enthousiasme reste intact. Correspondante du CLEMI pour la Gironde, elle assure régulièrement des formations, à la lecture de l'image notamment dont elle s'est fait un champ de recherche pédagogique, et participe à la réalisation d'une émission radiophonique. « Je regrette aujourd'hui que les médias soient de plus en plus édulcorés, de moins en moins révélateurs de la société, de ses maux » appuie-t-elle. Elle avoue également qu'elle aimerait que le CLEMI soit mieux connu des enseignants. Ce n'est pourtant pas faute d'y avoir œuvré.

Eric BONNEAU

# Former les documentalistes dans la perspective de l'ECJS

Académie de grenoble

**A** la demande des IA-IPR en charge de l'ECJS et de la vie scolaire, le CLEMI de l'académie de Grenoble a proposé cinq animations à destination des documentalistes du département de l'Isère.

Comment aborder l'éducation aux médias pour une éducation civique, juridique et sociale ?

Les entrées restent conventionnelles dans les champs d'intervention du CLEMI.

## **Une éducation aux médias, pourquoi ? Pour qui ?**

Il était nécessaire d'aborder dans un premier temps le positionnement de l'institution scolaire, de préciser les objectifs du CLEMI et d'expliquer nos stratégies pour une éducation à la citoyenneté. Comment promouvoir une éducation à l'analyse critique des médias ? Comment permettre à nos élèves d'accéder aux clefs de déchiffrement des médias ? De quelles ressources les CDI pourraient-ils disposer pour faciliter le développement de l'ECJS.

## **Les dossiers de presse**

Il est intéressant pour tout documentaliste de constituer des revues de presse thématiques pour rassembler un corpus de documents authentiques constituant un dossier sur un sujet d'actualité pour la classe.

L'archivage d'articles de presse est complété par des documents trouvés en ligne. Comment procéder à une recherche sur Internet ? Le traitement de l'information dans les nouveaux médias est-il satisfaisant ? Faut-il avoir confiance dans ce traitement ? Quelle est la fiabilité des sources ?

## **Connaissance de l'entreprise de presse.**

*Avec la participation du rédacteur en chef technique du Dauphiné Libéré.*

Les élèves de lycée peuvent aborder la connaissance de l'entreprise de presse.

La malette pédagogique CLEMI / Dauphiné Libéré a été présentée. Elle contient, entre autres, les éléments nécessaires à la découverte d'une grande entreprise. Organisation, production, distribution, ressources humaines ...

Des thèmes connexes peuvent être abordés avec des élèves : les métiers de la presse, le journaliste, la ligne éditoriale du journal, la déontologie de la presse, la publicité...

Il a été rappelé que Le Dauphiné Libéré, journal régional, collabore régulièrement avec l'école. Des interventions de journalistes, de correspondants locaux de presse sont toujours possibles.

## **Les informations télévisées**

Souvent seule source d'information dans les foyers, la télévision occupe une place ambiguë : objet de loisirs, elle produit et diffuse de la fiction. Mais, elle produit également de l'information. L'ambiguïté réside dans la construction d'émissions sur des modèles rarement explicites. Il est nécessaire d'avoir une lecture appropriée des émissions d'information prenant en compte des éléments de la sémiologie de l'image, du montage et de la mise en scène de l'information.

Les documentalistes, lors de ces animations, ont posé les éléments d'une problématique particulière : donner du sens à leur action pour l'éducation civique, juridique et sociale en jouant le rôle d'interface entre les enseignants, les élèves et les pratiques documentaires. Les outils qu'ils ont pu utiliser lors de ces journées doivent trouver place dans un point ressources ECJS au CDI.

Bernard ZENATTI

médias »), celui des sciences (« *Aborder les thèmes scientifiques avec la presse* »), celui enfin des fonctions éducatives, et notamment de la documentation (« *Utiliser la presse au CDI* », « *Organiser la SPE au CDI* ») ; la prise en compte de ce lieu stratégique de l'établissement scolaire n'a rien d'étonnant, compte tenu des sollicitations dont il fait l'objet de la part des enseignants et des élèves dans le cadre de la mise en place des nouveaux dispositifs d'enseignement. On a par ailleurs vu le rôle déterminant qu'il pouvait jouer à l'occasion de la mise en place de kiosques dans les établissements. À titre d'illustration, on trouvera dans l'encadré page précédente le compte rendu d'une série d'interventions des formateurs Clemi de l'académie de Grenoble, mises en place à la demande des inspecteurs en charge de l'ECJS et de la Vie

scolaire, auprès des documentalistes de cette académie.

**4) Enfin, il faut mentionner quelques formations, hors statistiques, qui touchent à des domaines variés, comme le français langue étrangère** (cf. « *Comment travailler le FLE avec la presse* » ; « *Journal et apprentissage du FLE* »), le documentaire (cf. **annexe 5**, mentionnée plus haut), la publicité (« *la place de l'homme dans la publicité* »)... ; ces derniers stages bien que très peu nombreux, ne sont pas les moins intéressants. Ils témoignent d'initiatives qui prennent place à la marge de nos principales actions et qui illustrent à la fois la diversité des demandes et l'intérêt que les médias suscitent, comme dispositif et comme source documentaire, dans le cadre d'une démarche pédagogique.

## Conclusion

**R**appelons tout d'abord les principaux chiffres : **18 301 stagiaires** ont été formés cette année par le Clemi (3235 par le Centre national, dont 67 élèves-professeurs en formation initiale, et 14 999 par les équipes académiques, dont 2151 élèves-professeurs dans les IUFM).

Les chiffres de cette année sont plus élevés que ceux de l'année dernière et font partie des plus hauts niveaux enregistrés au cours des 10 dernières années. La formation initiale est toujours le parent pauvre de l'activité de formation du Clemi, même si les progrès enregistrés cette année dans ce domaine sont réellement encourageants.

Ces résultats sont aussi le reflet des mutations qui ont eu lieu dans les dispositifs de la formation continue au niveau national comme dans les Académies. Mais, corrélés à d'autres indicateurs, ils indiquent qu'il existe, par-delà les à-coups de l'actualité, un besoin profond et durable de formation à l'éducation aux médias parmi les différents acteurs de la communauté éducative.

Pierre FRÉMONT